

LA RUSSIE EST-ELLE UNE PUISSANCE IMPÉRIALISTE ? III. CONTINUITÉS, RECONSTITUTIONS ET RUPTURES

Claudio Katz

On parle souvent de la Russie comme d'un impérialisme en reconstitution. Certaines approches utilisent ce concept pour souligner le caractère incomplet et embryonnaire de son émergence impériale (Testa, 2020). Mais d'autres utilisent la même expression pour souligner un comportement expansif depuis les temps anciens. Ces points de vue postulent des analogies avec le déclin tsariste, des similitudes avec l'URSS et la primauté des dynamiques coloniales internes. Ces interprétations font l'objet de vifs débats.

CONTRASTES ET SIMILITUDES AVEC LE PASSÉ

Les approches qui enregistrent les continuités de longue date voient Poutine comme un héritier des anciennes conquêtes territoriales. Ils mettent en évidence trois étapes historiques d'une même séquence impériale aux fondements féodaux, bureaucratiques ou capitalistes, mais invariablement basée sur l'expansion des frontières (Kowalewski 2014a).

Ce lien de parenté doit être soigneusement défini. Il est vrai que le passé de la Russie est marqué par quatre siècles d'expansion tsariste. Tous les monarques ont étendu le rayon du pays, afin d'augmenter la collecte des impôts et de renforcer le servage sur un vaste territoire. Les régions conquises ont payé un tribut à Moscou et se sont entremêlées avec le centre grâce à l'installation de migrants russes.

Cette modalité coloniale interne différait du schéma typique britannique, français ou espagnol de capture de régions extérieures. Le nombre de zones appropriées était gigantesque et formait une zone géographique unique et continue, très différente des empires maritimes d'Europe occidentale. La Russie est une puissance terrestre qui a peu de poids sur les mers. Il s'agissait d'un modèle qui compensait la fragilité économique par la coercition militaire au moyen d'un empire monumental de la périphérie.

Lénine a caractérisé cette structure comme un impérialisme militaro-féodal, qui a emprisonné d'innombrables peuples. Il a souligné le caractère précapitaliste d'une configuration fondée sur l'exploitation des serfs. Les analogies que l'on peut établir avec ce passé doivent tenir compte des différences qualitatives avec ce régime social.

Il n'y a aucune continuité entre les structures féodales gérées par Ivan le Terrible ou Pierre le Grand et le système capitaliste commandé par Poutine. Ce point est important face à tant de vues essentialistes qui dénoncent la nature intrinsèquement impériale du géant eurasiatique. C'est avec ce préjugé que l'establishment occidental a construit toutes ses légendes de la guerre froide (Lipatti, 2017).

Les comparaisons qui évitent cette simplification permettent de constater la distance qui a toujours séparé la Russie du capitalisme central. Ce fossé a persisté dans les cycles de modernisation introduits par le tsarisme avec des renforts militaires, un nouveau pillage des paysans et différentes variantes du servage. La fiscalité étouffante de ce régime a alimenté une prodigalité des élites consuméristes, qui contrastait avec les normes de concurrence et d'accumulation prévalant dans le capitalisme avancé (Williams, 2014). Cette fracture a été recréée par la suite et tend à réapparaître aujourd'hui sous des formes très différentes.

Une autre sphère d'affinités s'observe dans l'insertion internationale du pays en tant que semi-périphérie. Ce lieu a une longue histoire, dans une puissance qui n'a pas atteint les sommets

des empires dominants, mais a réussi à échapper à la subordination coloniale. Un spécialiste de cette catégorie attribue ce statut intermédiaire à la marginalisation de la Russie par rapport aux empires qui ont précédé l'ère moderne (Byzance, Perse, Chine). Ce divorce s'est poursuivi pendant la formation du système économique mondial. Ce réseau s'est structuré autour d'un axe géographique de l'Atlantique, avec des modes de travail éloignés de la servilité qui prévalait dans l'univers des tsars (Wallerstein ; Derluguian, 2014).

La Russie s'est développée en interne, tournant le dos à cette imbrication et a forgé son empire grâce à l'asservissement interne (et la conscription forcée) des paysans. En restant dans cette arène extérieure, elle a évité la fragilité de ses voisins et la régression subie par les puissances en déclin (comme l'Espagne). Mais elle n'a pas participé au processus d'ascension des Pays-Bas et de l'Angleterre. Elle a protégé son environnement, agissant en dehors des principales luttes pour la domination mondiale (Wallerstein, 1979 : 426-502).

La dynastie tsariste n'a jamais réussi à mettre en place la bureaucratie efficace et l'agriculture moderne qui ont stimulé l'industrialisation dans d'autres économies. Cette obstruction a bloqué le bond économique que l'Allemagne et les États-Unis ont réalisé (Kagarlitsky, 2017 : 11-14). La dynamique impériale de la Russie a toujours maintenu un écart soutenu avec les économies avancées, qui se manifeste à nouveau au XXIe siècle.

CONTRASTE AVEC 1914-18

Certains théoriciens de l'impérialisme en reconstitution situent des similitudes avec le tsarisme tardif dans l'implication de la Russie dans la Première Guerre mondiale (Pröbsting, 2012). Ils établissent des parallèles entre les acteurs en déclin du passé (la Grande-Bretagne et la France) et leurs représentants actuels (les États-Unis) et entre les puissances contestataires de cette époque (l'Allemagne et le Japon) et leurs émules contemporains (la Russie et la Chine) (Projet, 2019).

La Russie est entrée dans la grande conflagration de 1914 en tant que puissance déjà capitaliste. Le servage avait été aboli, la grande industrie était florissante dans des usines modernes et le prolétariat était très important. Mais Moscou a agi dans cette compétition comme un rival particulier. Il ne s'est pas aligné sur les États-Unis, l'Allemagne ou le Japon parmi les empires en expansion, ni sur la Grande-Bretagne et la France parmi les dominateurs en déclin.

Le tsarisme reste retranché dans l'expansion territoriale des frontières et est poussé sur le champ de bataille par des engagements financiers envers l'une des parties en conflit. Elle est également entrée en guerre pour préserver son droit de piller la région environnante, mais a essuyé une défaite dramatique, qui a accentué le revers précédent contre l'empire japonais naissant.

Le tsarisme avait réussi à survivre alors que ses homologues du sous-continent indien ou du Proche et Extrême-Orient n'y étaient pas parvenus. Elle a réussi à maintenir l'autonomie et la gravité de son empire pendant plusieurs siècles, mais elle a échoué à l'épreuve de la guerre moderne. Elle a été vaincue par la Grande-Bretagne et la France en Crimée, par le Japon en Mandchourie et par l'Allemagne dans les tranchées d'Europe.

De nombreux analystes occidentaux suggèrent des similitudes entre cet échec et l'incursion actuelle en Ukraine. Mais il n'y a pas encore de données sur cette éventualité et les évaluations du concours en cours sont prématurées. En outre, les parallèles doivent tenir compte de la différence radicale qui sépare l'impérialisme contemporain de ses précédents.

Lors de la guerre de 1914-18, une pluralité de puissances s'est affrontée à des forces comparables, dans un scénario très éloigné de la suprématie stratifiée actuelle dirigée par le Pentagone. L'impérialisme contemporain fonctionne autour d'une structure dirigée par les États-Unis et soutenue par des partenaires alter-impériaux et co-impériaux en Europe, en Asie et en Océanie. L'OTAN articule ce conglomérat sous les ordres de Washington dans les conflits majeurs avec les rivaux non hégémoniques que sont Moscou et Pékin. Aucune de ces deux puissances n'est sur le même plan que l'impérialisme dominant. Les différences avec le scénario du début du XXe siècle sont frappantes.

Au cours du dernier règne des tsars, la Russie a entretenu une relation contradictoire de participation et de subordination avec les protagonistes de la guerre internationale. Aujourd'hui, au contraire, elle est sévèrement harcelée par ces forces. La Russie ne joue pas le rôle de la Belgique ou de l'Espagne en tant que partenaire junior de l'OTAN. Elle partage avec la Chine le rôle opposé de cible principale du Pentagone. Un siècle plus tard, le contexte géopolitique a radicalement changé.

La vieille compétition de 1914 pour le butin colonial ne réapparaît pas non plus aujourd'hui. Moscou et Washington ne sont pas en compétition avec Paris, Londres, Berlin ou Tokyo pour la domination des pays dépendants. Cette différence est omise par les opinions (Rocca, 2020) qui postulent l'équivalence de la Russie avec ses pairs occidentaux dans la rivalité pour les ressources de la périphérie.

Cette idée fausse s'étend à la présentation de la guerre ukrainienne comme un affrontement économique portant sur l'utilisation des ressources du pays. On prétend que deux puissances du même signe (Vernyk, 2022) aspirent à partager un territoire doté de grandes réserves de minerai de fer, de gaz et de blé. Cette rivalité opposerait les États-Unis et la Russie dans un affrontement similaire aux anciennes confrontations inter-impérialistes.

Cette approche oublie que le conflit ukrainien n'a pas une telle origine économique. Elle a été provoquée par les États-Unis, qui se sont arrogé le droit d'encercler la Russie avec des missiles alors qu'ils négociaient l'adhésion de Kiev à l'OTAN. Moscou a cherché à neutraliser ce harcèlement et Washington a ignoré les revendications légitimes de son adversaire en matière de sécurité.

Les asymétries entre les deux camps sont évidentes. L'OTAN a avancé contre la Russie, malgré le déclin de l'ancien Pacte de Varsovie. L'Ukraine s'est rapprochée de l'Alliance atlantique, aucun pays d'Europe occidentale ne négociant de tels partenariats avec la Russie.

Le Kremlin n'a pas non plus imaginé mettre en place un système de bombes synchronisées contre des villes américaines au Canada ou au Mexique. Elle n'a pas fait contrepoids au chapelet de bases militaires que son adversaire a installé tout le long des frontières eurasiennes de la Russie. Cette asymétrie a été tellement naturalisée que l'on oublie qui est le premier responsable des incursions impériales.

En outre, nous avons déjà exposé les preuves irréfutables qui illustrent comment la Russie ne se conforme pas au modèle économique impérial dans ses relations avec la périphérie. Il est insensé de la placer sur le même plan de rivalité que la première puissance mondiale. Une semi-périphérie autarcique avec une intégration limitée dans la mondialisation n'entre pas en concurrence pour les marchés avec les entreprises gigantesques du capitalisme occidental.

Les interprétations économiques de l'actuelle intervention russe en Ukraine diluent la question centrale. Cette incursion a des objectifs défensifs contre l'OTAN, des objectifs géopolitiques de contrôle de l'espace post-soviétique et des motivations politiques internes de Poutine. Le chef du Kremlin entend détourner l'attention des problèmes socio-économiques

croissants, contrer son déclin électoral et assurer la prolongation de son mandat (Kagarlitsky, 2022). Ces objectifs sont aussi éloignés de 1914-18 qu'ils le sont du scénario impérial contemporain.

DIFFÉRENCES AVEC LE SOUS-IMPÉRIALISME

Les similitudes avec le dernier empire tsariste sont parfois conceptualisées avec la notion de sous-impérialisme. Ce terme est utilisé pour décrire la variante faible ou moindre du statut impérial, que le gouvernement russe actuel partagerait avec ses prédecesseurs du début du XXe siècle. Moscou est considéré comme ayant les traits d'une grande puissance, mais agissant dans la ligue inférieure des dominateurs (Presumey, 2015).

La même notion souligne les similitudes avec les impérialismes secondaires du passé, comme le Japon, et étend cette similitude au leadership de Poutine avec Tojo (le ministre de l'empereur japonais) (Proyect, 2014). La Russie est placée dans le même casier des empires secondaires, qui, par le passé, associait le tsarisme aux souverains ottomans ou à la royauté austro-hongroise.

Certes, le pays a une histoire impériale longue et dense. Mais cet élément hérité n'a de signification qu'aujourd'hui, lorsque d'anciennes tendances réapparaissent dans de nouveaux contextes. L'ajout de "sub" ne clarifie pas ce scénario.

L'impérialisme contemporain a perdu ses affinités avec son prédecesseur du XIXe siècle, et ces différences se retrouvent dans tous les cas. La Turquie ne reconstruit pas le cadre ottoman, l'Autriche n'abrite pas les traces des Habsbourg et Moscou ne ressuscite pas la politique des Romanov. En outre, les trois pays occupent des places très différentes dans l'ordre mondial contemporain.

Dans toutes les acceptations susmentionnées, le sous-empire est considéré comme une variante inférieure de l'impérialisme dominant. Il peut soit abandonner soit servir cette force principale, mais il est défini par son rôle subordonné. Mais ce point de vue ignore le fait que la Russie ne participe pas actuellement à l'appareil impérial dominant commandé par les États-Unis. Il est souligné qu'elle agit en tant que puissance subordonnée, mineure ou complémentaire, mais sans préciser dans quelle sphère cette action se déroule.

Cette omission nous empêche de remarquer les différences avec le passé. Moscou ne participe pas à l'OTAN en tant qu'empire secondaire, mais se heurte plutôt à l'organisme qui incarne l'impérialisme du XXIe siècle.

La Russie est également positionnée comme un sous-empire par des auteurs (Ishchenko ; Yurchenko, 2019) qui font référence à ce concept dans sa formulation initiale. Cette signification a été développée par les théoriciens marxistes latino-américains de la dépendance. Mais dans cette tradition, le sous-impérialisme n'est pas une modalité mineure d'un prototype majeur.

Marini a utilisé ce concept dans les années 1960 pour illustrer le statut du Brésil et non pour clarifier le rôle de l'Espagne, des Pays-Bas ou de la Belgique. Il a cherché à mettre en évidence la relation contradictoire de partenariat et de subordination de l'ancien pays au dominateur américain.

Le penseur brésilien a souligné que la dictature de Brasilia était alignée sur la stratégie du Pentagone, mais agissait avec une grande autonomie régionale et concevait des aventures sans le soutien de Washington. Une politique similaire est actuellement menée par Erdogan en Turquie (Katz, 2021).

Cette application du sous-impérialisme basée sur la dépendance ne s'applique pas aujourd'hui à la Russie, qui est constamment hostile aux États-Unis. Moscou ne partage pas les ambiguïtés de la relation que Brasilia ou Pretoria entretenaient avec Washington il y a plusieurs décennies. Elle n'affiche pas non plus les demi-mesures de la connexion actuelle avec Ankara. La Russie est stratégiquement harcelée par le Pentagone, et cette absence d'éléments de partenariat avec les États-Unis l'exclut du peloton sub-impérial.

IL N'Y A PAS EU D'IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE

Une autre comparaison avec le XXe siècle présente Poutine comme un reconstruteur de l'impérialisme soviétique. Ce terme de la guerre froide est plus suggéré qu'utilisé dans les analyses marxistes. Dans ces cas, l'oppression extérieure exercée par l'URSS est considérée comme allant de soi. Certains auteurs soulignent que ce système a participé à la division du monde par des incursions extérieures et des annexions de territoires (Batou, 2015).

Mais cette vision méconnaît une trajectoire issue de la révolution socialiste, qui a introduit un principe d'éradication du capitalisme, de rejet de la guerre inter-impérialiste et d'expropriation des grands propriétaires terriens. Cette dynamique anticapitaliste a été radicalement affectée par la longue nuit du stalinisme, qui a introduit des formes impitoyables de répression et le démantèlement de la direction bolchevique. Ce régime a consolidé le pouvoir d'une bureaucratie, qui a géré avec des mécanismes opposés aux idéaux du socialisme.

Le stalinisme a consommé un grand Thermidor dans un pays dévasté par la guerre, avec un prolétariat décimé, des usines démolies et une agriculture stagnante. Dans ce scénario, l'avancée vers une société égalitaire a été stoppée. Mais ce revers n'a pas conduit à la restauration du capitalisme. L'URSS n'a pas vu l'émergence d'une classe de propriétaires fondée sur l'accumulation de la plus-value et soumise aux règles de la concurrence du marché. Un modèle de planification compulsive a prévalu, avec des règles de gestion du surplus et de la main-d'œuvre excédentaire modelées sur les priviléges de la bureaucratie (Katz, 2004 : 59-67).

Cette absence de base capitaliste a empêché l'émergence d'un impérialisme soviétique comparable à ses homologues occidentaux. La nouvelle élite oppressive n'a jamais bénéficié des soutiens fournis par le capitalisme aux classes dominantes. Il a dû gérer une formation sociale hybride qui a industrialisé le pays, standardisé sa culture et maintenu pendant des décennies une grande tension avec l'impérialisme collectif de l'Occident.

La thèse erronée de l'impérialisme soviétique est liée à la caractérisation de l'URSS comme un régime capitaliste d'État (Weiniger, 2015), en conflit avec les États-Unis sur la dépossession de la périphérie. Une telle assimilation enregistre les inégalités sociales et l'oppression politique en URSS, mais omet l'absence de propriété des entreprises et le droit qui en découle d'exploiter le travail salarié, avec les règles typiques de l'accumulation.

L'ignorance de ces principes fondamentaux alimente les comparaisons erronées de l'ère Poutine avec Staline, Brejnev ou Khrouchtchev. Ils n'enregistrent pas l'interruption prolongée du capitalisme en Russie. Ils supposent plutôt qu'une certaine variété de ce système a persisté en URSS et soulignent donc la présence d'une séquence impériale ininterrompue.

Ils oublient que la politique étrangère de l'URSS n'a pas reproduit les comportements habituels de cette domination. Après avoir abandonné les principes de l'internationalisme, le Kremlin évite l'expansionnisme et ne cherche qu'à obtenir une sorte de statu quo avec les États-Unis.

Cette diplomatie exprimait un ton oppressif mais non impérialiste. La strate dominante de l'URSS exerçait une suprématie claire sur ses partenaires, par le biais de dispositifs militaires (Pacte de Varsovie) et économiques (COMECON). Il négocie des règles de coexistence avec Washington et exige la subordination de tous les membres du bloc dit socialiste.

Ce patronage forcé a conduit à des ruptures choquantes avec les gouvernements qui ont résisté à l'assujettissement (la Yougoslavie sous Tito et la Chine sous Mao). Dans aucun de ces deux cas, le Kremlin n'a réussi à modifier le cours autonome des régimes qui tentaient des voies différentes de celles du grand frère.

Une réponse plus brutale a été adoptée par Moscou à la tentative de rébellion en Tchécoslovaquie pour mettre en œuvre un modèle de renouveau socialiste. Dans ce cas, la Russie a envoyé des chars et des gendarmes pour écraser la protestation.

Ce qui s'est passé en Yougoslavie, en Chine et en Tchécoslovaquie confirme que la bureaucratie de Moscou affirmait ses exigences de pouvoir. Mais cette action n'était pas conforme aux règles de l'impérialisme, qui ne s'est imposé qu'après trente ans de capitalisme. Un empire non hégémonique commençait à émerger en Russie, qui ne poursuivait pas le fantomatique empire soviétique.

ÉVALUATIONS DU COLONIALISME INTERNE

Certains auteurs soulignent l'impact du colonialisme interne sur la dynamique impériale de la Russie (Kowalewski, 2014b). Ils rappellent que l'effondrement de l'URSS a entraîné la séparation de 14 républiques, ainsi que le maintien de 21 autres conglomérats non russes dans l'orbite de Moscou.

Ces minorités occupent 30 % du territoire et abritent un cinquième de la population dans des conditions économiques et sociales défavorables. Ces désavantages se reflètent dans l'exploitation des ressources naturelles que le Kremlin gère en sa faveur. L'administration centrale capte, par exemple, une grande partie des revenus pétroliers de la Sibérie occidentale et de l'Extrême-Orient.

Les nouvelles entités supranationales des dernières décennies ont validé cette inégalité entre les régions. C'est pourquoi les relations de la Communauté économique eurasienne (2000) et de l'Union douanière (2007) avec les partenaires que sont le Belarus, le Kazakhstan, l'Arménie, la Géorgie, le Kirghizstan et le Tadjikistan ont été si conflictuelles.

Ces asymétries présentent, à leur tour, le double visage d'une présence colonisatrice russe dans les régions environnantes et d'une émigration de la périphérie vers les centres pour fournir la main-d'œuvre bon marché demandée dans les grandes villes. Cette dynamique oppressive est un autre effet de la restauration capitaliste.

Mais certains auteurs relativisent ce processus, rappelant que l'héritage de l'URSS n'est pas synonyme de la seule domination de la majorité russe. Ils soulignent que la langue dominante fonctionnait comme une lingua franca, qui n'empêchait pas l'épanouissement d'autres cultures. Ils considèrent que ce localisme diversifié a permis la gestation d'un corps autonome d'administrateurs, qui, au cours des dernières décennies, a divorcé avec une grande facilité de Moscou (Anderson, 2015).

La colonisation interne a également coexisté avec une composition multiethnique qui a limité l'identité nationale de la Russie. La Russie est apparue davantage comme un empire multiethnique que comme une nation définie par une citoyenneté commune.

Il est vrai que sous le stalinisme, il existait des priviléges évidents en faveur des Russes. La moitié de la population a subi les conséquences dévastatrices de la collectivisation forcée et des déplacements forcés. Un remodelage territorial brutal a eu lieu, avec une punition massive des Ukrainiens, des Tatars, des Tchétchènes ou des Allemands de la Volga, qui ont été déplacés dans des régions éloignées de leur patrie.

Les Russes occupent à nouveau les meilleures places dans l'administration et les mythes de ce nationalisme se transforment en un idéal patriotique de l'URSS. Mais ces avantages ont également été neutralisés par le brassage des émigrés et l'assimilation des personnes déplacées qui ont accompagné la croissance sans précédent de l'après-guerre.

Cette absorption n'a pas effacé les atrocités précédentes, mais elle en a modifié les conséquences. Dans la prospérité qui a prévalu jusque dans les années 1980, la coexistence des nations a atténué la suprématie de la Grande Russie. Le colonialisme tardif qui a prévalu en Afrique du Sud et persiste en Palestine ne s'est pas produit en URSS. Les priviléges des Russes ethniques n'impliquent pas le racisme ou l'apartheid.

Mais quelle que soit l'évaluation du colonialisme interne, il convient de souligner que cette dimension n'est pas un facteur déterminant du rôle éventuel de la Russie en tant que puissance impérialiste. Ce statut est déterminé par l'action extérieure d'un État. Les dynamiques oppressives internes ne font que compléter un rôle défini dans le concert mondial.

L'asservissement des minorités nationales est présent dans d'innombrables pays de taille moyenne que personne ne placerait dans le club fermé des empires. Au Moyen-Orient, en Europe de l'Est, en Afrique et en Asie, les exemples des souffrances endurées par les minorités écartées du pouvoir sont nombreux. Les mauvais traitements infligés aux Kurdes ne font pas, par exemple, de la Syrie ou de l'Irak des pays impérialistes. Ce statut est défini dans le domaine de la politique étrangère.

LA COMPLEXITÉ DES TENSIONS NATIONALES

Les approches qui mettent en évidence la gravitation oppressive de la russification s'interrogent également sur la résistance à cette domination. D'une part, ils dénoncent l'exportation programmée du principal groupe ethnique afin d'obtenir les priviléges gérés par le Kremlin. D'autre part, ils soulignent le caractère progressif des mouvements nationaux qui affrontent la tyrannie de Moscou (Kowalewski, 2014c).

Mais ce n'est pas seulement la prétention de la Russie à préserver sa suprématie dans les zones d'influence qui est en jeu dans ces conflits. Sont également en jeu l'objectif des États-Unis de porter atteinte à l'intégrité territoriale de leur rival et les intérêts des élites locales qui se disputent une part des ressources contestées (Stern, 2016).

La plupart des républiques qui se sont détachées de la tutelle moscovite ont suivi des séquences similaires d'officialisation de la langue locale au détriment des russophones. Ce renouveau linguistique sous-tend la construction pratique et symbolique des nouvelles nations, dans les domaines militaire, éducatif et civique.

L'Occident favorise souvent les fractures que Moscou tente de contrer. Cette tension accentue l'affrontement entre les minorités, qui vivent souvent à proximité les unes des autres. La population est rarement consultée sur son propre destin. Le nationalisme fanatique encouragé par les élites locales fait obstacle à une telle réponse démocratique.

Les États-Unis alimentent toutes les tensions. Elle a d'abord soutenu la désintégration de la Yougoslavie et a érigé une grande base militaire au Kosovo pour surveiller le rayon

environnant. Elle a ensuite encouragé l'indépendance de la Lettonie, une courte guerre moldave pour encourager la sécession et une attaque ratée de son président géorgien contre Moscou (Hutin, 2021).

Les groupes dominants autochtones (qui sont propices à la création de nouveaux États) revitalisent souvent d'anciennes traditions ou construisent ces identités à partir de zéro. Dans les cinq pays d'Asie centrale, le djihadisme a joué un rôle important dans ces stratégies.

Le cas récent du Kazakhstan est très illustratif des conflits actuels. Une oligarchie d'anciens hiérarques de l'URSS s'y est appropriée les ressources énergétiques, afin de partager les bénéfices avec les compagnies pétrolières occidentales. Il a mis en œuvre un néolibéralisme rampant, supprimé les droits des travailleurs et forgé un nouvel État en rapatriant les Kazakhs de souche. Ce faisant, il a renforcé la langue locale et la religion islamique pour isoler la minorité russophone. Il avait réussi cette opération jusqu'à la récente crise, qui a conduit à l'envoi de troupes et au rétablissement consécutif du patronage de Moscou (Karpatsky, 2022).

Le Nagorny-Karabakh offre un autre exemple de la même exacerbation du nationalisme pour asseoir le pouvoir des élites. Dans une enclave de colons arméniens qui ont coexisté pendant des siècles avec leurs voisins en territoire azéri, deux groupes dominants se disputent la propriété du même territoire. Les Arméniens ont remporté des victoires militaires (en 1991 et 1994), qui ont été récemment annulées par des triomphes azéris. Pour assurer sa garde de la zone (et dissuader la présence croissante des États-Unis, de la France et de la Turquie), la Russie parraine des sorties concertées du conflit (Jofré Leal, 2020).

Attribuer l'énorme diversité des tensions nationales à la seule action dominante de la Russie est aussi unilatéral que d'attribuer un profil invariablement progressiste aux protagonistes de ces affrontements. Dans de nombreux cas, il existe des griefs légitimes, instrumentalisés de manière régressive par des élites locales en phase avec le Pentagone. La mise en cause simplifiée de l'impérialisme russe ne tient pas compte de ces circonstances et de ces complexités.

UN STATUT NON RÉSOLU

De nombreux théoriciens de l'empire en reconstitution perdent de vue le fait que la Russie n'a pas actuellement le niveau de cohésion politique requis pour une telle refonte. L'effondrement de l'URSS n'a pas généré un programme uniifié de la nouvelle oligarchie ou de la bureaucratie d'État. Le traumatisme de l'implosion a laissé une grande suite de litiges.

Le projet impérialiste est efficacement promu par les secteurs de droite, qui encouragent les aventures extérieures afin de profiter du commerce rentable de la guerre. Cette faction fait revivre les anciennes croyances du nationalisme grand-russe et remplace l'antisémitisme traditionnel par des campagnes islamophobes. Il rejoint la droite européenne dans la vague brune, lance des diatribes démagogiques contre Bruxelles et Washington et concentre ses fléchettes sur les immigrants.

Mais ce segment, imprégné de nostalgie impériale, se heurte à l'élite libérale internationalisée, qui privilégie une intégration fanatique à l'Occident. Ce groupe épouse les valeurs anglo-américaines et aspire à une place pour le pays dans l'alliance transatlantique.

Les millionnaires de ce dernier camp abritent leur argent dans des paradis fiscaux, gèrent leurs comptes depuis Londres, éduquent leurs enfants à Harvard et accumulent des biens immobiliers en Suisse. L'expérience sous Eltsine illustre combien sont dévastatrices les conséquences de toute gestion de l'État par ces personnages, qui ont honte de leur propre statut national (Kagarlitsky, 2015).

Navalny est le principal représentant de cette minorité déifiée par les médias américains. Il défie Poutine avec le soutien flagrant du département d'État, mais se heurte aux mêmes adversités que ses prédécesseurs. Le soutien extérieur de Biden et le soutien intérieur d'un secteur de la nouvelle classe moyenne n'effacent pas le souvenir de la démolition d'Eltsine.

Le conflit entre ce secteur libéral, ébloui par l'Occident, et ses rivaux nationalistes se joue dans un vaste champ économique, culturel et historique. Les grandes figures du passé sont réapparues comme bannières des deux groupes. Ivan le Terrible, Pierre le Grand et Alexandre II sont évalués par leur contribution à la convergence de la Russie avec la civilisation européenne ou par leur contribution à l'esprit national. L'élite libérale qui méprise son pays se heurte à la contre-élite qui aspire au tsarisme. Les deux courants sont confrontés à de sérieuses limites pour consolider leur stratégie.

Les libéraux ont été discrédités par le chaos introduit par Eltsine. Le règne prolongé de Poutine est basé sur le contraste avec cette démolition. Son leadership comprend une certaine recomposition des traditions nationalistes amalgamées à la résurgence de l'Église orthodoxe. Cette institution a retrouvé la propriété et l'opulence avec le soutien officiel des cérémonies et du culte.

Aucun de ces piliers n'a jusqu'à présent apporté le soutien nécessaire pour étayer des actions extérieures plus agressives. L'invasion de l'Ukraine est le grand test de ces fondements. La composition multiethnique du pays et l'absence d'un État-nation conventionnel s'opposent à de telles aventures.

Poutine lui-même déclare souvent son admiration pour l'ancienne "grandeur de la Russie", mais jusqu'à l'incursion de Kiev, il a géré sa politique étrangère avec prudence, combinant des actes de force avec des négociations soutenues. Il cherche à faire reconnaître le pays comme un acteur international, sans pour autant cautionner la reconstruction impériale privilégiée par les nationalistes. La continuité de cet équilibre est en jeu dans la bataille pour l'Ukraine.

Ceux qui considèrent la reconstitution d'un empire russe comme un fait accompli ne prêtent guère attention aux fragiles piliers de cette structure de domination. Ils perdent de vue le fait que Poutine n'hérite pas de six siècles de féodalisme, mais de trois décennies de capitalisme convulsif.

L'ampleur limitée de la course dominante potentielle de la Russie est plus justement enregistrée par les auteurs qui explorent différentes dénominations (impérialisme en développement, impérialisme périphérique) pour faire allusion à un statut embryonnaire.

La recherche d'un concept singulier et différencié de l'impérialisme dominant est l'objet de notre enquête. La catégorie d'empire non hégémonique en formation propose une approximation d'une telle définition. Mais la clarification du sujet nécessite la poursuite d'un examen d'autres approches, que nous évaluerons dans notre prochain texte.

30-4-2022

RÉSUMÉ

De nombreuses différences séparent le scénario actuel de l'antécédent tsariste. La confluence de la Russie avec les puissances occidentales a été remplacée par de sérieux affrontements. Cette confrontation détermine des tendances expansives d'un autre type. Les

comparaisons avec l'URSS omettent l'absence de capitalisme dans ce système. Il y avait des mécanismes d'oppression externe, mais pas d'impérialisme soviétique.

La place secondaire de la Russie dans la hiérarchie impérialiste n'est pas synonyme de sous-impérialisme. Il ne s'agit pas non plus d'une relation ambiguë avec les dominateurs du monde. Le colonialisme interne est réapparu, mais il ne définit pas la condition impériale, ni ne détermine le signe des mouvements nationaux dans l'espace post-soviétique.

RÉFÉRENCES

Anderson, Perry (2015). La Russie incommensurable, New Left Review 94, septembre-octobre 2015.

Batou, Jean (2015). Impérialismes d'hier et d'aujourd'hui : Poutine, la guerre en Ukraine et l'extrême droite, 14-4-2015. <https://www.pressegauche.org/Imperialismes-d-hier-et-d-aujourd'hui-Poutine-la-guerre-en-Ukraine-et-l-extreme>

Hutin, Ignacio (2021). Ce qu'est devenue chacune des 15 républiques soviétiques 30 ans après la fin de l'URSS, <https://www.infobae.com/america/mundo/2021/12/12/que-fue-de-cada-una-de-las-15-republicas-sovieticas-a-30-anos-del-fin-de-la-urss/> 12 décembre 2021.

Ishchenko, Volodymyr ; Yurchenko, Yuliya (2019). Ukrainian Capitalism and Inter-Imperialist Rivalry, Université technique de Dresde, Dresde, Allemagne Université de Greenwich, Londres, Royaume-Uni

Jofré Leal, Pablo (2020). Guerre dans le Caucase du Sud
<https://www.resumenlatinoamericano.org/2020/10/02/guerra-en-el-caucaso-azerbaiyan-y-armenia/>

Kagarlitsky, Boris (2015). Sur l'Ukraine interviewé par Antoine Dolcerocca & Gokhan Terzioglu <http://democracyandclasstruggle.blogspot.com/2015/05/boris-kagarlitsky-on-ukraine.html> 24 mai 2015.

Kagarlitsky, Boris (2017). Empire of the Periphery : Russia and the World System, Pluto Press.

Kagarlitsky, Boris (2022). Derrière le désastre russe en Ukraine. Interview, 16/04/
<https://sinpermiso.info/textos/detras-del-desastre-ruso-en-ucrania-entrevista>

Karpatsky, Kolya (2022) Les troubles au Kazakhstan, 23-1-2022
<https://www.sinpermiso.info/autores/kolya-karpatsky>

Katz, Claudio (2004). El porvenir del socialismo, Herramienta e Imago Mundi, Buenos Aires, 2004.

Katz Claudio (2021). O subimperialismo no Oriente Médio, Reorient, vol 1, n 2, 2021 Universidade Federal do Rio de Janeiro.

Kowalewski, Zbigniew Marcin (2014a). Impérialisme russe, Inprecor n 609-610, octobre-décembre 2014, Paris.

Kowalewski, Zbigniew (2014b). Trois formes historiques de l'impérialisme russe 10-12-2014| <https://vientosur.info/tres-formas-historicas-del-imperialismo-ruso/>

Kowalewski, Zbigniew (2014c) Ukraine, Le printemps des peuples est arrivé et à l'Europe, 13 mars 2014 cadtm.org.

Lipatti, Ava (2017). La russophobie et la logique de l'impérialisme, 8 juin 2017.
<https://www.hamptonthink.org/read/russophobia-and-the-logic-of-imperialism>

Presumey Vincent, (2015). Les impérialismes au miroir de la crise ukrainienne, Inprecor n 611, janvier 2015, Paris.

Pröbsting, Michael (2012). La Russie et la Chine comme grandes puissances impérialistes, 15-1-2012.

<https://agrupaciondeluchasocialistablog.wordpress.com/2019/01/15/rusia-y-china-como-grandes-potencias-imperialistas/>

Projet, Louis (2014). La Russie est-elle impérialiste : une réponse à Roger Annis et Sam Williams, <http://louisproyect.org/2014/06/22/is-russia-imperialist-a-reply-to-roger-annis-and-sam-williams/>, 22 juin 2014.

Proyet, Louis (2019). L'anti-impérialisme à l'ère de la rivalité des grandes puissances, 22 avril 2019 <https://louisproyect.org/2019/04/22/anti-imperialism-in-the-age-of-great-power-rivalry/>

Rocca, Saul (2020). La crise capitaliste et le débat sur le rôle de la Chine. 5-8-2020, izquierdasocialista.org.ar/2020/index.php/blog/elsocialista/item/17896-la-crise-capitalista-y-el-debate-sobre-el-rol-de-china

Stern, Johaness (2016) L'"impérialisme" de la Russie et de la Chine, 30 avril 2016 <https://www.wsws.org/fr/articles/2016/04/ruch-a30.html>

Testa, Claudio (2020). Un sistema mundial de Estados "multipolar" con tendencias crecientes a la inestabilidad, 25 Jan 2020 //izquierdaweb.com/geopolitica-mundial-en-tiempos-de-trump-un-sistema-mundial-de- estados-multipolar/

Vernyk, Oleg (2022). Les travailleurs russes sont nos frères dans la lutte anticapitaliste, 10-2-2022, <https://mst.org.ar/2022/02/10/desde-ucrania-oleg-vernyk-los-trabajadores-rusos-son-nuestros-hermanos-en-la-lucha-anticapitalista>

Wallerstein Immanuel, (1979). Le système mondial moderne, volume I, Siglo XXI, Mexico, 1979.

Wallerstein, Immanuel ; Derlugian, Georgi (2014). D'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine : la Russie dans la perspective du système mondial, Nouvelle Société, n 253, 9-10-2014, <https://nuso.org/articulo/de-ivan-el-terrible-a-vladimir-putin-rusia-en-la-perspectiva-del-sistema-mundo/>.

Weiniger, Patrick (2015). Comprendre l'impérialisme : une réponse à Sam King, Marxist Left Review n 9, 2015, Marxist Left Review | Comprendre l'impérialisme : une réponse à Sam King.

Williams, Sam (2014). La Russie est-elle impérialiste ? jun. 2014 <https://critiqueofcrisistheory.wordpress.com/is-russia-imperialist/>

BIBLIOGRAPHIE

Buster, Gustavo (2022). La guerre impérialiste en Ukraine et la lutte pour la paix, 27-2-2022 <https://sinpermiso.info/textos/la-guerra-imperialista-en-ucrania-y-la-lucha-por-la-paz>

Carccione, Carlos La vocación imperialista del capitalismo chino <https://lis-isl.org/2020/05/15/>

Vasco, Pablo. Quelques débats <https://mst.org.ar/2022/02/10/desde-ucrania-oleg-vernyk-los-trabajadores-rusos-son-nuestros-hermanos-en-la-lucha-anticapitalista/>

Roi. Sam. La théorie de l'impérialisme de Lénine : une défense de sa pertinence au 21e siècle, Revue de la Gauche Marxiste n 8, 2014, Revue de la Gauche Marxiste | La théorie de l'impérialisme de Lénine.

Nováez Guerrero, José Ernesto A 30 años del derrumbe soviético. Balances et réflexions <https://medium.com/la-tiza/a-30-a%C3%B1os-del-derrumbe-sovi%C3%A9tico-balances-y-reflexiones-4f3aca491b58>

Escobar, Pepe La estepa en llamas : revolución de colores de Kazajistán 08/01/2022,
<https://www.pressenza.com/es/2022/01/la-estepa-en-llamas-revolucion-de-colores-de-kazajistan/>

Matveev, Ilya. Les bellicistes, Inprecor 607-608, août-septembre 2014.

García, Sergio (2022). Sur Poutine et l'impérialisme russe. Quelques débats
<http://as.mst.org.ar/2022/03/09/sobre-putin-y-el-imperialismo-ruso-algunos-debates/>

Asiner, Julian (2022). El cambalache, 17-3-2022 <https://politicaobrera.com/6637-el-cambalache-del-pts-ante-la-guerra-de-la-otan-y-putin>

Ellner, Steve (2022). La controverse à gauche sur l'Ukraine, 23/03/2022
<https://rebelion.org/la-polemica-en-la-izquierda-sobre-ucrania/>

¿ES RUSIA UNA POTENCIA IMPERIALISTA? III. CONTINUIDADES, RECONSTITUCIONES Y RUPTURAS

Claudio Katz¹

Frecuentemente se cataloga a Rusia como un imperialismo en reconstitución. Algunas miradas utilizan ese concepto para subrayar el carácter incompleto y embrionario de su despuete imperial (Testa, 2020). Pero otras recurren al mismo enunciado, para destacar comportamientos expansivos desde tiempos remotos. Estas visiones postulan analogías con el declive zarista, semejanzas con la URSS y primacías de la dinámica colonial interna. Estas interpretaciones plantean intensos debates.

CONTRASTES Y SEMEJANZAS CON EL PASADO

Los enfoques que registran continuidades de larga data, observan a Putin como un heredero de las viejas capturas territoriales. Remarcan tres estadios históricos de una misma secuencia imperial con basamentos feudales, burocráticos o capitalistas, pero invariablemente asentados en la ampliación fronteriza (Kowalewski, 2014a).

Esos parentescos deben ser precisados con cautela. Es cierto que el pasado de Rusia está signado por cuatro siglos de expansión zarista. Todos los monarcas ampliaron el radio del país, para incrementar el cobro de impuestos y reforzar la servidumbre en un inmenso territorio. Las regiones conquistadas tributaban a Moscú y quedaban entrelazadas al centro, mediante la instalación de migrantes rusos.

Esa modalidad colonial interna difería del típico esquema británico, francés o español de captura de regiones exteriores. El número de zonas apropiadas era gigantesco y conformaba una zona geográfica única, continua y muy divergente de los imperios marítimos de Europa Occidental. Rusia era una potencia terrestre con reducida gravitación en los mares. Articulaba un modelo que compensaba la fragilidad económica con la coerción militar, a través de un monumental imperio de la periferia.

Lenin caracterizaba a esa estructura como un imperialismo militar-feudal, que encarcelaba a incontables pueblos. Resaltaba el carácter precapitalista de una configuración asentada en la explotación de los siervos. Las analogías que pueden establecerse con ese pasado deben tener presente las diferencias cualitativas con ese régimen social.

¹ Economista, investigador del CONICET, profesor de la UBA, miembro del EDI. Su página web es: www.lahaine.org/katz

No existe ninguna continuidad entre las estructuras feudales que gestionaba Iván el terrible o Pedro el Grande y el dispositivo capitalista que comanda Putin. Este señalamiento es importante frente a tantas miradas esencialistas, que denuncian la naturaleza imperial intrínseca del gigante euroasiático. Con ese prejuicio el establishment occidental construyó todas sus leyendas de la guerra fría (Lipatti, 2017).

Las comparaciones que evitan esa simplificación, permiten notar la distancia que siempre separó a Rusia del capitalismo central. Esa brecha persistió en los ciclos de modernización que introdujo el zarismo con refuerzos militares, mayor expoliación de los campesinos y distintas variantes de servidumbre. La asfixiante tributación de ese régimen alimentaba un derroche de las élites consumistas, que contrastaba con las normas de competencia y acumulación imperantes en el capitalismo avanzado (Williams, 2014). Esa fractura se recreó posteriormente y tiende a reaparecer con modalidades muy diferentes en la actualidad.

Otra esfera de afinidades se verifica en la inserción internacional del país como una semiperiferia. Esa ubicación arrastra una larga historia, en una potencia que no alcanzó la cima de los imperios dominantes, pero logró sustraerse de la subordinación colonial. Un estudiioso de esa categoría remonta el status intermedio, a la marginación de Rusia de los imperios que antecedieron a la era moderna (Bizancio, Persia, China). Ese divorcio continuó durante la conformación del sistema económico mundial. Ese entramado se estructuró en torno a un eje geográfico del Atlántico, con modalidades de trabajo distanciadas del servilismo imperante en el universo de los zares (Wallerstein; Derluguian, 2014).

Rusia se expandió internamente, dando la espalda a ese entrelazamiento y forjó su imperio con el sometimiento interno (y reclutamiento forzoso) de los campesinos. Al mantenerse en esa arena exterior, evitó la fragilidad de sus vecinos y la regresión que sufrieron las potencias declinantes (como España). Pero no participó en el ascendente proceso que protagonizaron los Países Bajos e Inglaterra. Protegió su entorno, actuando fuera de las principales disputas por la dominación mundial (Wallerstein, 1979: 426-502).

La dinastía zarista nunca logró gestar la burocracia eficiente y la agricultura moderna que motorizó la industrialización en otras economías. Esa obstrucción bloqueó el salto económico que lograron Alemania y Estados Unidos (Kagarlitsky, 2017: 11-14). La dinámica imperial de Rusia siempre mantuvo una sostenida brecha con las economías avanzadas, que despunta nuevamente en el siglo XXI.

CONTRASTES CON 1914-18

Algunos teóricos del imperialismo en reconstitución sitúan las semejanzas con el último zarismo, en la participación que tuvo Rusia durante la Primera Guerra Mundial (Pröbsting, 2012). Remarcán paralelos entre los declinantes actores del pasado (Gran Bretaña y Francia) y sus exponentes actuales (Estados Unidos) y entre las potencias desafiantes de esa época (Alemania y Japón) y sus émulos contemporáneos (Rusia y China) (Proyect, 2019).

Rusia intervino en la gran conflagración de 1914 como una potencia ya capitalista. La servidumbre había sido abolida, la gran industria despuntaba en las fábricas modernas y el proletariado era muy gravitante. Pero Moscú actuó en esa contienda como un rival muy peculiar. No se alineó con Estados Unidos, Alemania o Japón entre los imperios emergentes y tampoco se ubicó con Inglaterra y Francia entre los dominadores en retroceso.

El zarismo continuaba asentado en la expansión territorial fronteriza y fue empujado al campo de batalla por los compromisos financieros, que mantenía con uno de los bandos en

disputa. Fue también a la guerra para preservar su derecho a saquear el entorno próximo, pero afrontó una dramática derrota, que acentuó el revés previo frente al advenedizo imperio japonés.

El zarismo había logrado una supervivencia que no consiguieron sus homólogos del subcontinente indio o del cercano y lejano Oriente. Logró mantener la autonomía y la gravitación de su imperio durante varias centurias, pero no pasó la prueba de la guerra moderna. Fue doblegado por Gran Bretaña y Francia en Crimea, por Japón en Manchuria y por Alemania en las trincheras de Europa.

Muchos analistas occidentales sugieren semejanzas de ese fracaso con la incursión actual en Ucrania. Pero todavía no hay datos de esa eventualidad y son prematuras las evaluaciones de la contienda en curso. Además, los paralelos deberían tomar en cuenta la diferencia radical que separa al imperialismo contemporáneo de su precedente.

En la guerra de 1914-18 una pluralidad de potencias chocaba con fuerzas comparables, en un escenario muy distante de la estratificada supremacía actual que ejerce el Pentágono. El imperialismo contemporáneo opera en torno a una estructura encabezada por Estados Unidos y sostenida por los socios alterimperiales y coimperiales de Europa, Asia y Oceanía. La OTAN articula ese conglomerado bajo las órdenes de Washington, en los grandes conflictos con los rivales no hegemónicos de Moscú y Beijing. Ninguna de estas dos potencias se ubica en el mismo plano que el imperialismo dominante. Las diferencias con el escenario de principio del siglo XX son mayúsculas.

En el último reinado de los zares, Rusia mantenía una contradicción relación de participación y subordinación con los protagonistas de las contiendas bélicas internacionales. Por el contrario, en la actualidad es duramente hostilizada por esas fuerzas. Rusia no cumple el rol de Bélgica o España como socio menor de la OTAN. Comparte con China el sitio opuesto de blanco principal del Pentágono. Al cabo de un siglo se verifica una drástica modificación del contexto geopolítico.

Tampoco reaparece en la actualidad la vieja competencia de 1914 por la apropiación del botín colonial. Moscú y Washington no compiten junto a París, Londres, Berlín o Tokio por el dominio de los países dependientes. Esa diferencia es omitida por las miradas (Rocca, 2020), que postulan la equivalencia de Rusia con sus pares de Occidente, en la rivalidad por los recursos de la periferia.

Ese desacuerdo se extiende a la presentación de la guerra de Ucrania como un choque económico por el usufructo de los recursos del país. Se afirma que dos potencias del mismo signo (Vernyk, 2022) aspiran a repartirse un territorio con grandes reservas de mineral de hierro, gas y trigo. Esa rivalidad enfrentaría a Estados Unidos y Rusia, en un choque semejante a los viejos enfrentamientos interimperialistas.

Ese enfoque olvida que el conflicto de Ucrania no tuvo ese origen económico. Fue provocado por Estados Unidos, que se autoasignó el derecho a cercar a Rusia con misiles, mientras gestionaba el ingreso de Kiev a la OTAN. Moscú buscó neutralizar ese acoso y Washington desconoció los reclamos de legítima seguridad que planteó su contrincante.

Las asimetrías entre ambos bandos saltan a la vista. La OTAN avanzó contra Rusia, a pesar de la fulminante extinción del viejo Pacto de Varsovia. Ucrania fue aproximada a la Alianza Atlántica, sin que ningún país de Europa Occidental negociera asociaciones de ese tipo con Rusia.

El Kremlin tampoco imaginó montar en Canadá o México algún sistema de bombas sincronizadas contra las ciudades estadounidenses. No contrapesó la madeja de bases militares que su adversario ha instalado en todas las fronteras euroasiáticas de Rusia. Esta asimetría ha

sido tan naturalizada, que se olvida quién es el principal responsable de las incursiones imperiales.

Ya hemos expuesto además las contundentes evidencias que ilustran, cómo Rusia incumple el patrón económico imperial en sus relaciones con la periferia. No tiene sentido ubicarla en un mismo plano de rivalidad con la primera potencia del planeta. Una semiperiferia autárquica y con reducida integración a la globalización, no disputa mercados con las gigantescas empresas del capitalismo occidental.

Las lecturas en clave económica de la actual intervención rusa en Ucrania diluyen lo central. Esa incursión tiene propósitos defensivos frente a la OTAN, objetivos geopolíticos de control del espacio pos-soviético y motivaciones políticas internas de Putin. El jefe de Kremlin pretende desviar la atención de los crecientes problemas socio-económicos, contrarrestar su declive electoral y asegurar la prolongación de su mandato (Kagarlitsky, 2022). Esas metas son tan distantes de 1914-18 como del escenario imperial contemporáneo.

DIFERENCIAS CON EL SUBIMPERIALISMO

Las semejanzas con el último imperio de los zares son a veces conceptualizadas con la noción de subimperialismo. Ese término es utilizado para describir la variante débil o menor de la condición imperial, que el gobierno ruso compartiría actualmente con sus antecesores de principio del siglo XX. Se estima que Moscú reúne los rasgos de una gran potencia, pero actúa en la liga inferior de los dominadores (Presumey, 2015).

Con la misma noción se resaltan semejanzas con imperialismos secundarios del pasado como Japón y se extiende esa similitud al liderazgo de Putin con Tojo (ministro del emperador nipón) (Proyect, 2014). Rusia es ubicada en el mismo casillero de los imperios secundarios, que en el pasado emparentaban al zarismo con los mandantes otomanos o con la realeza austro-húngara.

Ciertamente el país acumula una historia imperial densa y prolongada. Pero ese elemento heredado sólo tiene significación actual, cuando las viejas tendencias reaparecen en los nuevos contextos. El agregado “sub” no esclarece ese escenario.

El imperialismo contemporáneo perdió afinidades con su antecesor del siglo diecinueve y esas diferencias se verifican en todos los casos. Turquía no reconstruye el entramado otomano, Austria no guarda resabios de los Habsburgo y Moscú no resucita la política de los Romanov. Los tres países se ubican, además, en lugares muy distintos en el orden global contemporáneo.

En todas las acepciones mencionadas, el subimperio es visto como una variante inferior del imperialismo dominante. Puede abandonar o servir a esa fuerza principal, pero es definido por su rol subordinado. Pero esa mirada desconoce que Rusia no participa en la actualidad del dispositivo imperial dominante que comanda Estados Unidos. Se destaca que actúa como una potencia relegada, menor o complementaria, pero sin especificar en qué ámbito desenvuelve esa acción.

Esa omisión impide notar las diferencias con el pasado. Moscú no participa como un imperio secundario dentro de la OTAN, sino que choca con el organismo que encarna al imperialismo del siglo XXI.

Rusia es también situada como un subimperio por los autores (Ishchenko; Yurchenko, 2019) que remiten ese concepto a su formulación inicial. Esa acepción fue desarrollada por los teóricos marxistas latinoamericanos de la dependencia. Pero en esa tradición, el subimperialismo no es una modalidad menor de un prototipo mayor.

Marini utilizó el concepto en los años 60 para ilustrar el status de Brasil y no para clarificar el rol de España, Holanda o Bélgica. Buscaba remarcar la contradictoria relación de asociación y subordinación del primer país con el dominador estadounidense.

El pensador brasileño destacaba que la dictadura de Brasilia estaba alineada con la estrategia del Pentágono, pero actuaba con una gran autonomía regional y concebía aventuras sin la venia de Washington. Una política semejante desenvuelve en la actualidad Erdogan en Turquía (Katz, 2021).

Esta aplicación dependentista del subimperialismo no tiene validez actual para Rusia, que es permanentemente hostilizada por Estados Unidos. Moscú no comparte las ambigüedades de la relación que hace varias décadas mantenían Brasilia o Pretoria con Washington. Tampoco exhibe las medias tintas de esa conexión actual con Ankara. Rusia es estratégicamente acosada por el Pentágono y esta ausencia de elementos de asociación con Estados Unidos, la excluyen del pelotón subimperial.

NO HUBO IMPERIALISMO SOVIÉTICO

Otra comparación con el siglo XX presenta a Putin como un reconstructor del imperialismo soviético. Ese término propio de la guerra fría es más sugerido que utilizado en los análisis afines al marxismo. En estos casos se da por sentada la opresión externa ejercida por la URSS. Algunos autores resaltan que ese sistema participaba del reparto del mundo, mediante incursiones externas y anexiones de territorios (Batou, 2015).

Pero esa mirada evalúa mal una trayectoria surgida de la revolución socialista, que introdujo un principio de erradicación del capitalismo, rechazo de la guerra interimperialista y expropiación de los grandes propietarios. Esa dinámica anticapitalista quedó drásticamente afectada por la larga noche del stalinismo, que introdujo formas despiadadas de represión y descabezamiento del liderazgo bolchevique. Ese régimen consolidó el poder de una burocracia, que gestionó con mecanismos opuestos a los ideales del socialismo.

El stalinismo consumó un gran *Termidor* en un país devastado por la guerra, con el proletariado diezmado, las fábricas demolidas y el agro estancado. En ese escenario quedó frenado el avance hacia una sociedad igualitaria. Pero ese retroceso no desembocó en la restauración del capitalismo. En la URSS no irrumpió una clase propietaria asentada en la acumulación de plusvalía y sujeta a las reglas de la competitividad mercantil. Prevaleció un modelo de planificación compulsiva, con normas de gestión del excedente y del plustrabajo amoldadas a los privilegios de la burocracia (Katz, 2004: 59-67).

Esa inexistencia de cimientos capitalistas impidió el surgimiento de un imperialismo soviético comparable a sus pares de Occidente. La nueva élite opresiva nunca contó con los soportes que brinda el capitalismo a las clases dominantes. Debió gestionar una formación social híbrida que industrializó el país, uniformó su cultura y mantuvo durante décadas una gran tensión con el imperialismo colectivo de Occidente.

La errónea tesis del imperialismo soviético está emparentada con la caracterización de la URSS como un régimen de capitalismo de estado (Weiniger, 2015), en conflicto con Estados Unidos por el despojo de la periferia. Esa equiparación registra las desigualdades sociales y la opresión política vigentes en la URSS, pero omite la ausencia de propiedad de las empresas y del consiguiente derecho a explotar el trabajo asalariado, con las normas típicas de la acumulación.

El desconocimiento de estos fundamentos alimenta las erróneas comparaciones de la era Putin con Stalin, Brezhnev o Kruschev. No registran la prolongada interrupción que tuvo el

capitalismo en Rusia. Más bien suponen que en la URSS persistió alguna variedad de ese sistema y por eso destacan la presencia de una secuencia imperial ininterrumpida.

Olvidan que la política externa de la URSS no reprodujo las conductas usuales de esa dominación. Luego de abandonar los principios del internacionalismo, el Kremlin evitó el expansionismo y sólo bregaba por alcanzar algún *status quo* con Estados Unidos.

Esa diplomacia expresaba una tónica opresiva pero no imperialista. La capa dominante de la URSS ejercía una nítida supremacía sobre sus socios, a través de dispositivos militares (Pacto de Varsovia) y económicos (COMECON). Negociaba con Washington normas de coexistencia y exigía la subordinación de todos los integrantes del denominado bloque socialista.

Ese padrinazgo forzoso determinó impactantes rupturas con los gobiernos que resistieron el sometimiento (Yugoslavia con Tito y China con Mao). En ninguno de estos dos casos, el Kremlin logró alterar el rumbo autónomo de los régimes que ensayaban caminos diferenciados del hermano mayor.

Una respuesta más brutal adoptó Moscú frente a la rebelión intentada en Checoslovaquia, para poner en práctica un modelo de renovación socialista. En ese caso, Rusia envió tanques y gendarmes para aplastar la protesta.

Lo ocurrido con Yugoslavia, China y Checoslovaquia confirma que la burocracia moscovita hacía valer sus exigencias de potencia. Pero esa acción no se inscribía en las reglas del imperialismo, que recién afloran al cabo de treinta años de vigencia del capitalismo. En Rusia comienza a despuntar un imperio no hegemónico, que no continúa el fantasmal imperio soviético.

LAS EVALUACIONES DEL COLONIALISMO INTERNO

Algunos autores subrayan la incidencia del colonialismo interno en la dinámica imperial de Rusia (Kowalewski, 2014b). Recuerdan que el colapso de la URSS condujo a la separación de 14 repúblicas, junto al mantenimiento de otros 21 conglomerados no rusos en la órbita de Moscú.

Esas minorías ocupan el 30% del territorio y albergan a una quinta parte de la población, en condiciones económico-sociales adversas. Esas desventajas se verifican en la explotación de los recursos naturales que el Kremlin administra a su favor. La administración central captura, por ejemplo, gran parte de los ingresos petroleros de Siberia Occidental y del Lejano Oriente.

Las nuevas entidades supranacionales de las últimas décadas convalidaron esa desigualdad entre regiones. Por esta razón han sido tan conflictivas las relaciones de la Comunidad Económica de Eurasia (2000) y la Unión Aduanera (2007), con los socios de Bielorrusia, Kazajstán, Armenia, Georgia, Kirguistán y Tayikistán.

Esas asimetrías presentan, a su vez, una doble cara de presencia colonizadora rusa en las zonas aledañas y emigración de la periferia hacia los centros, para nutrir la mano de obra barata demandada en las grandes urbes. Esta dinámica opresiva es otro efecto de la restauración capitalista.

Pero algunos autores relativizan ese proceso, recordando que la herencia de la URSS no es sinónimo de mero dominio de la mayoría rusa. Destacan que el idioma prevaleciente operó como una lengua franca, que no obstruyó el florecimiento de otras culturas. Consideran que ese diversificado localismo permitió la gestación de un cuerpo autónomo de administradores, que en las últimas décadas se divorció con gran facilidad de Moscú (Anderson, 2015).

La colonización interna ha coexistido, además, con una composición multiétnica que limitó la identidad nacional rusa. Ese país emergió más como un imperio integrado por varios pueblos que como una nación definida por la ciudadanía común.

Es cierto que durante el stalinismo hubo nítidos privilegios a favor de los rusos. La mitad de la población sufrió las devastadoras consecuencias de la colectivización forzosa y los traslados compulsivos. Se consumó una brutal remodelación territorial, con castigos masivos a los ucranianos, tártaros, chechenos o alemanes del Volga, que fueron desplazados hacia zonas alejadas de su terreno.

Los rusos ocuparon nuevamente los mejores lugares de la administración y los mitos de ese nacionalismo fueron transformados en un ideal patriótico de la URSS. Pero esas ventajas fueron también neutralizadas por las mixturas de los emigrados y la asimilación de los desplazados, que acompañó al inédito crecimiento de posguerra.

Esa absorción no borró las atrocidades previas, pero modificó sus consecuencias. En la prosperidad que primó hasta los años 80, la convivencia de naciones atenuó la supremacía gran rusa. En la URSS no se verificó el colonialismo tardío que imperó en Sudáfrica y persiste en Palestina. Los privilegios de los rusos étnicos no implicaron racismo o *apartheid*.

Pero cualquiera sea la evaluación del colonialismo interno, corresponde puntualizar que esa dimensión no es determinante del eventual papel de Rusia como una potencia imperialista. Ese status es determinado por la acción externa de un estado. Las dinámicas opresivas internas sólo complementan un rol definido en el concierto global.

El sometimiento de minorías nacionales está presente en incontables países de porte mediano, que nadie situaría en el selecto club de los imperios. En Medio Oriente, Europa Oriental, África y Asia hay numerosos ejemplos de padecimientos sufridos por las minorías marginadas del poder. El maltrato de los kurdos no convierte, por ejemplo, a Siria o Irak en países imperialistas. Esa condición se define en el ámbito de la política exterior.

COMPLEJIDAD DE LAS TENSIONES NACIONALES

Los enfoques que resaltan la gravitación opresiva de la rusificación, ponderan también la resistencia a esa dominación. Por un lado, denuncian la exportación programada del principal grupo étnico para asegurar los privilegios que gestiona el Kremlin. Por otra parte, remarcan la progresividad de los movimientos nacionales que confrontan con la tiranía de Moscú (Kowalewski, 2014c)

Pero en esos conflictos no se verifica sólo la pretensión rusa de preservar supremacía en áreas de influencia. También se juega el propósito norteamericano de socavar la integridad territorial de su rival y el interés de las élites locales, que pugnan por una tajada de los recursos en disputa (Stern, 2016).

La mayoría de las repúblicas escindidas de la tutela moscovita ha seguido secuencias semejantes de oficialización del lenguaje local en desmedro de los ruso-parlantes. Ese renacimiento idiomático apuntala la construcción práctica y simbólica de las nuevas naciones, en el ámbito militar, escolar y ciudadano.

Occidente suele propiciar las fracturas que Moscú intenta contrarrestar. Esa tensión profundiza el choque entre minorías, que frecuentemente cohabitan en localidades muy próximas. En muy pocas ocasiones la población es consultada sobre su propio destino. El fanatizado nacionalismo que auspician las élites locales obstruye esa respuesta democrática.

Estados Unidos incentiva todas las tensiones. Primero apuntaló la desintegración Yugoslavia y erigió una gran base militar en Kosovo para monitorear el radio aledaño. Luego alentó la independencia de Letonia, una corta guerra de Moldavia para incentivar la secesión y una fracasada embestida de su presidente georgiano contra Moscú (Hutin, 2021).

Los grupos dominantes nativos (que propician la creación de nuevos estados) suelen revitalizar viejas tradiciones o construyen esas identidades desde cero. En los cinco países de Asia Central, el yihadismo ha jugado un importante papel en esas estrategias.

El caso reciente de Kazajistán es muy ilustrativo de los conflictos actuales. Una oligarquía de ex jerarcas de la URSS se apropió allí de los recursos energéticos, para compartir lucros con las petroleras de Occidente. Instrumentó un desenfrenado neoliberalismo, suprimió derechos laborales y forjó un nuevo estado repatriando a los kazajos étnicos. De esa forma potenció el idioma local y la religión islámica, para aislar a la minoría ruso-parlante. Había logrado consumar ese operativo hasta la reciente crisis, que desembocó en el envío de tropas y la consiguiente restauración del padrinazgo de Moscú (Karpatsky, 2022).

Nagorno Karabaj ofrece otro ejemplo de la misma exacerbación del nacionalismo para afianzar el poder de las élites. En un enclave de pobladores armenios que convivieron durante siglos con sus vecinos del territorio azerí, dos grupos dominantes han disputado la pertenencia del mismo territorio. Los armenios obtuvieron victorias militares (en 1991 y 1994), que fueron recientemente revertidas por los triunfos azeríes. Para asegurar su custodia de la zona (y disuadir la creciente presencia de Estados Unidos, Francia y Turquía), Rusia auspicia salidas concertadas del conflicto (Jofré Leal, 2020).

Atribuir la enorme diversidad de tensiones nacionales a la mera acción dominante de Rusia es tan unilateral, como asignar un perfil invariablemente progresista a los protagonistas de esos choques. En muchos casos hay legítimos reclamos, instrumentados en forma regresiva por las élites locales en sintonía con el Pentágono. La simplificada impugnación del imperialismo ruso impide registrar esas circunstancias y complejidades.

UN STATUS IRRESUELTO

Muchos teóricos del imperio en reconstitución, pierden de vista que Rusia carece actualmente del nivel cohesión política requerido para esa remodelación. El desplome de la URSS no generó un programa unificado de la nueva oligarquía o de la burocracia que maneja el estado. El trauma suscitado por esa implosión dejó una gran secuencia de disputas.

El proyecto imperialista es efectivamente promovido por sectores derechistas, que motorizan aventuras externas para lucrar con el redituable negocio bélico. Esa fracción reaviva las viejas creencias del nacionalismo gran ruso y sustituye el tradicional antisemitismo por campañas islamófobas. Confluye con la derecha europea en la oleada marrón, emite demagógicas diatribas contra Bruselas y Washington y focaliza sus dardos contra los inmigrantes.

Pero ese segmento imbuido de añoranzas imperiales confronta con la internacionalizada élite liberal, que propicia una fanática integración a Occidente. Ese grupo propaga los valores anglo-americanos y aspira a lograr un lugar para el país en la alianza transatlántica.

Los millonarios que integran este último bando resguardan su dinero en los paraísos fiscales, administran sus cuentas desde Londres, educan a sus hijos en Harvard y acumulan propiedades en Suiza. La experiencia padecida con Yeltsin ilustra cuán demoledoras son las

consecuencias de cualquier gestión estatal de esos personajes, que se avergüenzan de su propia condición nacional (Kagarlitsky, 2015).

Navalny es el principal exponente de esa minoría endiosada por medios de comunicación norteamericanos. Desafía a Putin con el descarado sostén del Departamento de Estado, pero afronta las mismas adversidades de sus antecesores. El respaldo externo de Biden y el sostén interno de un sector de la nueva clase media, no borra el recuerdo de la demolición perpetrada por Yeltsin.

La disputa de ese sector liberal encandilado con Occidente, con sus rivales nacionalistas se desenvuelve en un amplio campo de la economía, la cultura y la historia. Las grandes figuras del pasado han resurgido como estandartes de ambos grupos. Iván el Terrible, Pedro el Grande y Alejandro II son evaluados por su aporte a la convergencia de Rusia con la civilización europea o por su contribución al espíritu nacional. La élite liberal que desprecia a su país choca con la contra-élite que añora el zarismo. Ambas corrientes afrontan serios límites para consolidar su estrategia.

Los liberales quedaron desacreditados por el caos que introdujo Yeltsin. Putin asienta su prolongada gestión en el contraste con esa demolición. Su liderazgo incluye cierta recomposición de tradiciones nacionalistas amalgamadas con el resurgimiento de la Iglesia ortodoxa. Esa institución recuperó propiedades y opulencia con el auxilio oficial a las ceremonias y el culto.

Ninguno de esos pilares aportaba hasta ahora el sustento requerido para apuntalar acciones externas más agresivas. La invasión de Ucrania es el gran test de esos cimientos. Contra esas aventuras conspira la conformación multiétnica del país y la ausencia de un Estado-nación convencional.

El propio Putin suele declamar su admiración por la vieja “grandeza de Rusia”, pero hasta la incursión a Kiev manejaba con cautela la política exterior, combinando actos de fuerza con sostenidas negociaciones. Buscó el reconocimiento del país como un jugador internacional, sin avalar la reconstrucción imperial propiciada por los nacionalistas. La continuidad de ese equilibrio se juega en la batalla de Ucrania.

Las miradas que dan por consumada la reconstitución de un imperio ruso prestan poca atención a los frágiles pilares de esa estructura de dominación. Pierden de vista que Putin no hereda seis siglos de feudalismo, sino tres décadas de convulsivo capitalismo.

La acotada escala de un curso potencial dominante de Rusia es registrada con mayor acierto, por los autores que exploran distintas denominaciones (imperialismo en desarrollo, imperialismo periférico), para aludir a un status embrionario.

La búsqueda de un concepto singular diferenciado del imperialismo dominante es el propósito de nuestra indagación. La categoría de imperio no hegemónico en formación propone una aproximación a esa definición. Pero la clarificación del tema exige continuar con la revisión de otros enfoques, que evaluaremos en nuestro próximo texto.

30-4-2022

RESUMEN

Muchas diferencias separan al escenario actual del antecedente zarista. La confluencia de Rusia con las potencias de Occidente ha quedado sustituida por serios choques. Esa confrontación determina tendencias expansivas de otro tipo. Las comparaciones con la URSS

omiten la ausencia de capitalismo bajo ese sistema. Hubo mecanismos de opresión externa, pero no un imperialismo soviético.

El lugar secundario de Rusia en la jerarquía imperialista no es sinónimo de subimperialismo. Tampoco prevalece una relación ambigua con los dominadores del mundo. El colonialismo interno ha resurgido, pero no define la condición imperial, ni determina el signo de los movimientos nacionales en el espacio pos-soviético.

REFERENCIAS

- Anderson, Perry (2015). Rusia incommensurable, *New Left Review* 94, septiembre-octubre 2015.
- Batou, Jean (2015). Impérialismes d'hier et d'aujourd'hui: Poutine, la guerre en Ukraine et l'extrême droite, 14-4-2015. <https://www.pressegauche.org/Imperialismes-d-hier-et-d-aujourd'hui-Poutine-la-guerre-en-Ukraine-et-l-extreme>
- Hutin, Ignacio (2021). Qué fue de cada una de las 15 repúblicas soviéticas a 30 años del fin de la URSS <https://www.infobae.com/america/mundo/2021/12/12/que-fue-de-cada-una-de-las-15-republicas-sovieticas-a-30-anos-del-fin-de-la-urss/> 12 de diciembre de 2021
- Ishchenko, Volodymyr; Yurchenko, Yuliya (2019). *Ukrainian Capitalism and Inter-Imperialist Rivalry*, Technical University Dresden, Dresden, Germany University of Greenwich, London, UK
- Jofré Leal, Pablo (2020). Guerra en el Cáucaso sur
<https://www.resumenlatinoamericano.org/2020/10/02/guerra-en-el-caucaso-azerbaiyan-y-armenia/>
- Kagarlitsky, Boris (2015). On Ukraine interviewed by Antoine Dolcerocca & Gokhan Terzioglu <http://democracyandclasstruggle.blogspot.com/2015/05/boris-kagarlitsky-on-ukraine.html> May 24, 2015.
- Kagarlitsky, Boris (2017). *Empire of the Periphery: Russia and the World System*, Pluto Press
- Kagarlitsky, Boris (2022). Detrás del desastre ruso en Ucrania. Entrevista, 16/04/
<https://sinpermiso.info/textos/detrás-del-desastre-ruso-en-ucrania-entrevista>
- Karpatsky, Kolya (2022) Los disturbios de Kazajstán, 23-1-2022
<https://www.sinpermiso.info/autores/kolya-karpatsky>
- Katz, Claudio (2004). *El porvenir del socialismo*, Herramienta e Imago Mundi, Buenos Aires, 2004
- Katz Claudio (2021). O subimperialismo no Oriente Medio, *Reoriente*, vol 1, n 2, 2021 Universidade Federal do Rio de Janeiro
- Kowalewski, Zbigniew Marcin (2014a). Impérialisme russe, *Inprecor* n 609-610, octubre-décembre 2014, Paris.
- Kowalewski, Zbigniew (2014b). Tres formas históricas del imperialismo ruso 10-12- 2014| <https://vientosur.info/tres-formas-historicas-del-imperialismo-ruso/>
- Kowalewski, Zbigniew (2014c) Ucrania, La primavera de los pueblos ha llegado y a Europa, 13 mars 2014 cadtm.org
- Lipatti, Ava (2017). Russophobia and the logic of imperialism, June 8, 2017
<https://www.hamptonthink.org/read/russophobia-and-the-logic-of-imperialism>
- Presumey Vincent, (2015). Les impérialismes au miroir de la crise ukrainienne, *Inprecor* n 611, janiver 2015, Paris.
- Pröbsting, Michael (2012). Rusia y China como Grandes Potencias Imperialistas, 15-1-2012

<https://agrupaciondeluchasocialistablog.wordpress.com/2019/01/15/rusia-y-china-comograndespotencias-imperialistas/>

Proyect, Louis (2014). Is Russia imperialist: a reply to Roger Annis and Sam Williams, <http://louisproyect.org/2014/06/22/is-russia-imperialist-a-reply-to-roger-annis-and-sam-williams/>, 22 June 2014.

Proyect, Louis (2019). Anti-Imperialism in the Age of Great Power Rivalry, april 22, 2019 <https://louisproyect.org/2019/04/22/anti-imperialism-in-the-age-of-great-power-rivalry/>

Rocca, Saúl (2020). La crisis capitalista y el debate sobre el rol de China. 5-8-2020, izquierdasocialista.org.ar/2020/index.php/blog/elsocialista/item/17896-la-crisis-capitalista-y-el-debate-sobre-el-rol-de-china

Stern, Johanes (2016) L'«impérialisme» de la Russie et de la Chine, 30 avril 2016

<https://www.wsws.org/fr/articles/2016/04/ruch-a30.html>

Testa, Claudio (2020). Un sistema mundial de Estados “multipolar” con tendencias crecientes a la inestabilidad, 25 ene 2020 //izquierdaweb.com/geopolitica-mundial-en-tiempos-de-trump-un-sistema-mundial-de-estados-multipolar/

Vernyk, Oleg (2022). Los trabajadores rusos son nuestros hermanos en la lucha anticapitalista, 10-2-2022, <https://mst.org.ar/2022/02/10/desde-ucrania-oleg-vernyk-los-trabajadores-rusos-son-nuestros-hermanos-en-la-lucha-anticapitalista>

Wallerstein Immanuel, (1979). *El moderno sistema mundial*, tomo I, Siglo XXI, México, 1979.

Wallerstein, Immanuel; Derlugian, Georgi (2014). De Iván el Terrible a Vladímir Putin: Rusia en la perspectiva del sistema-mundo, *Nueva Sociedad*, n 253, 9-10-2014,

<https://nuso.org/articulo/de-ivan-el-terrible-a-vladimir-putin-rusia-en-la-perspectiva-del-sistema-mundo/>

Weiniger, Patrick (2015). Understanding imperialism: a reply to Sam King, *Marxist Left Review* n 9, 2015, [Marxist Left Review | Understanding imperialism: a reply to Sam King](#)

Williams, Sam (2014). Is Russia Imperialist? jun. 2014

<https://critiqueofcrisistheory.wordpress.com/is-russia-imperialist/>

BIBLIOGRAFÍA

Buster, Gustavo (2022). La guerra imperialista en Ucrania y la lucha por la paz, 27-2-2022

<https://sinpermiso.info/textos/la-guerra-imperialista-en-ucrania-y-la-lucha-por-la-paz>

Carccione, Carlos La vocación imperialista del capitalismo chino <https://lis-isl.org/2020/05/15/>

Vasco, Pablo. Algunos debates <https://mst.org.ar/2022/02/10/desde-ucrania-oleg-vernyk-los-trabajadores-rusos-son-nuestros-hermanos-en-la-lucha-anticapitalista/>

King. Sam. Lenin's theory of imperialism: a defence of its relevance in the 21st century, *Marxist Left Review* n 8, 2014, [Marxist Left Review | Lenin's theory of imperialism](#)

Nováez Guerrero, José Ernesto A 30 años del derrumbe soviético. Balances y reflexiones

<https://medium.com/la-tiza/a-30-a%C3%B1os-del-derrumbe-sovi%C3%A9tico-balances-y-reflexiones-4f3aca491b58>

Escobar, Pepe La estepa en llamas: revolución de colores de Kazajistán 08/01/2022,

<https://www.pressenza.com/es/2022/01/la-estepa-en-llamas-revolucion-de-colores-de-kazajistan/>

Matveev, Ilya. Les bellicistes, Inprecor 607-608, août-septembre 2014

García, Sergio (2022). Sobre Putin y el imperialismo ruso. Algunos debates

<http://as.mst.org.ar/2022/03/09/sobre-putin-y-el-imperialismo-ruso-algunos-debates/>

Asiner, Julian (2022). El cambalache, 17-3-2022 <https://politicaobrera.com/6637-el-cambalache-del-pts-ante-la-guerra-de-la-otan-y-putin>

Ellner, Steve (2022). La polémica en la izquierda sobre Ucrania, 23/03/2022
<https://rebelion.org/la-polemica-en-la-izquierda-sobre-ucrania/>

IS RUSSIA AN IMPERIALIST POWER? III. CONTINUITIES, RECONSTITUTIONS AND RUPTURES

Claudio Katz

Russia is often referred to as an imperialism in reconstitution. Some views use this concept to underline the incomplete and embryonic character of its imperial emergence (Testa, 2020). But others use the same formulation to highlight expansive behaviour since ancient times. These views postulate analogies with the tsarist decline, similarities with the USSR and the primacy of internal colonial dynamics. These interpretations are hotly debated.

CONTRASTS AND SIMILARITIES WITH THE PAST

Approaches that register long-standing continuities see Putin as an heir to the old territorial captures. They point to three historical stages of the same imperial sequence with feudal, bureaucratic or capitalist foundations, but invariably based on border expansion (Kowalewski 2014a).

Such kinship needs to be carefully defined. It is true that Russia's past is marked by four centuries of tsarist expansion. All monarchs expanded the radius of the country, in order to increase tax collection and reinforce serfdom over a vast territory. The conquered regions paid tribute to Moscow and became intertwined with the centre through the settlement of Russian migrants.

This internal colonial modality differed from the typical British, French or Spanish scheme of capturing external regions. The number of appropriated areas was gigantic and formed a single, continuous geographical zone, highly divergent from the maritime empires of Western Europe. Russia was a land power with little gravitas on the seas. It articulated a model that compensated for economic fragility with military coercion through a monumental empire of the periphery. Lenin characterised this structure as a military-feudal imperialism, which imprisoned countless peoples. He stressed the pre-capitalist character of a configuration based on the exploitation of the serfs. The analogies that can be drawn with that past must take into account the qualitative differences with that social regime.

There is no continuity between the feudal structures managed by Ivan the Terrible or Peter the Great and the capitalist system commanded by Putin. This point is important in the face of so many essentialist views that denounce the intrinsic imperial nature of the Eurasian giant. It is with this prejudice that the Western establishment built all its Cold War legends (Lipatti, 2017). Comparisons that avoid this simplification make it possible to note the distance that has always separated Russia from central capitalism. That gap persisted in the cycles of modernisation introduced by tsarism with military reinforcements, further plundering of the peasants and different variants of serfdom. The stifling taxation of that regime fuelled a profligacy of consumerist elites, which contrasted with the norms of competition and accumulation prevailing in advanced capitalism (Williams, 2014). This fracture was subsequently recreated and tends to reappear in very different forms today.

Another sphere of affinities can be seen in the country's international insertion as a semi-periphery. This location has a long history, in a power that did not reach the heights of the dominant empires, but managed to escape colonial subordination. One scholar of this category traces the intermediate status to Russia's marginalisation from the empires that preceded the modern era (Byzantium, Persia, China). This divorce continued during the shaping of the global economic system. This network was structured around a geographical axis of the Atlantic, with modes of labour distanced from the servility that prevailed in the universe of the tsars (Wallerstein; Derluguian, 2014).

Russia expanded internally, turning its back on this intertwining and forged its empire with the internal subjugation (and forced conscription) of the peasants. By staying in this external arena, it avoided the fragility of its neighbours and the regression suffered by declining powers (such as Spain). But it did not participate in the rising process of the Netherlands and England. It protected its environment, acting outside the main contests for world domination (Wallerstein, 1979: 426-502).

The tsarist dynasty never managed to gestate the efficient bureaucracy and modern agriculture that drove industrialisation in other economies. This obstruction blocked the economic leap that Germany and the United States achieved (Kagarlitsky, 2017: 11-14). Russia's imperial dynamics always maintained a sustained gap with the advanced economies, which is again emerging in the twenty-first century.

CONTRASTS WITH 1914-18

Some theorists of imperialism in reconstitution locate similarities with late tsarism in Russia's involvement in the First World War (Pröbsting, 2012). They draw parallels between the declining actors of the past (Britain and France) and their current exponents (the United States) and between the challenging powers of that era (Germany and Japan) and their contemporary emulators (Russia and China) (Project, 2019).

Russia entered the great conflagration of 1914 as an already capitalist power. Serfdom had been abolished, big industry was flourishing in modern factories and the proletariat was very important. But Moscow acted in that contest as a peculiar rival. It did not align itself with the United States, Germany or Japan among the rising empires, nor did it place itself with Britain and France among the declining dominators.

Tsarism remained entrenched in frontier territorial expansion and was pushed onto the battlefield by financial commitments to one of the contending sides. It also went to war to preserve its right to plunder the surrounding area, but faced a dramatic defeat, which accentuated the previous setback against the upstart Japanese empire.

Tsarism had achieved a survival that its counterparts on the Indian subcontinent or in the Near and Far East had not. It managed to maintain the autonomy and gravitas of its empire for several centuries, but it failed the test of modern warfare. It was overpowered by Britain and France in the Crimea, by Japan in Manchuria and by Germany in the trenches of Europe.

Many Western analysts suggest similarities between that failure and the current incursion into Ukraine. But there is as yet no data on that eventuality and assessments of the ongoing contest are premature. Moreover, parallels should take into account the radical difference that separates contemporary imperialism from its precedent.

In the 1914-18 war a plurality of powers clashed with comparable forces, in a scenario far removed from today's stratified Pentagon-led supremacy. Contemporary imperialism operates

around a structure headed by the United States and supported by alter-imperial and co-imperial partners in Europe, Asia and Oceania. NATO articulates this conglomerate under Washington's orders in major conflicts with the non-hegemonic rivals of Moscow and Beijing. Neither of these two powers is on the same plane as the dominant imperialism. The differences with the early 20th century scenario are stark.

In the last reign of the tsars, Russia maintained a contradictory relationship of participation and subordination with the protagonists of international warfare. Today, on the contrary, it is being severely harassed by these forces. Russia does not play the role of Belgium or Spain as a junior NATO partner. It shares with China the opposite role as the Pentagon's main target. A century on, the geopolitical context has changed dramatically.

Nor does the old 1914 competition for colonial spoils reappear today. Moscow and Washington are not competing with Paris, London, Berlin or Tokyo for the domination of dependent countries. This difference is omitted by the views (Rocca, 2020) that postulate Russia's equivalence with its Western peers in the rivalry for the resources of the periphery.

This misconception extends to the presentation of the Ukrainian war as an economic clash over the use of the country's resources. It is claimed that two powers of the same sign (Vernyk, 2022) aspire to share a territory with large reserves of iron ore, gas and wheat. This rivalry would pit the US and Russia against each other in a clash similar to the old inter-imperialist confrontations. This approach forgets that the Ukrainian conflict had no such economic origin. It was provoked by the United States, which asserted for itself the right to encircle Russia with missiles while it was negotiating Kiev's accession to NATO. Moscow sought to neutralise this harassment and Washington ignored its opponent's legitimate security claims.

The asymmetries between the two sides are obvious. NATO advanced against Russia, despite the withering away of the old Warsaw Pact. Ukraine was drawn closer to the Atlantic Alliance, with no Western European country negotiating such partnerships with Russia.

Nor did the Kremlin imagine setting up a synchronised bomb system against US cities in Canada or Mexico. It did not counterbalance the skein of military bases that its adversary has installed all along Russia's Eurasian borders. This asymmetry has been so naturalised that it is forgotten who is primarily responsible for imperial incursions.

Moreover, we have already set out the compelling evidence that illustrates how Russia fails to comply with the imperial economic pattern in its relations with the periphery. It makes no sense to place it on the same plane of rivalry with the world's leading power. An autarkic semi-periphery with limited integration into globalisation does not compete for markets with the gigantic companies of Western capitalism.

Economic interpretations of the current Russian intervention in Ukraine dilute the central issue. This incursion has defensive purposes against NATO, geopolitical objectives of controlling the post-Soviet space and Putin's internal political motivations. The Kremlin chief intends to divert attention from growing socio-economic problems, counter his electoral decline and ensure the prolongation of his mandate (Kagarlitsky, 2022). These goals are as distant from 1914-18 as they are from the contemporary imperial scenario.

DIFFERENCES WITH SUB-IMPERIALISM

Similarities with the last tsarist empire are sometimes conceptualised with the notion of sub-imperialism. This term is used to describe the weak or lesser variant of imperial status, which the Russian government today would share with its early 20th century predecessors. Moscow is seen

as having the traits of a great power, but acting in the lower league of dominators (Presumey, 2015).

The same notion highlights similarities with secondary imperialisms of the past, such as Japan, and extends this similarity to Putin's leadership with Tojo (the Japanese emperor's minister) (Proyect, 2014). Russia is placed in the same pigeonhole of secondary empires, which in the past linked tsarism to the Ottoman rulers or the Austro-Hungarian royalty.

Certainly, the country has a long and dense imperial history. But this inherited element only has significance today, when old tendencies reappear in new contexts. The addition "sub" does not clarify this scenario.

Contemporary imperialism has lost affinities with its nineteenth-century predecessor, and these differences are found in all cases. Turkey does not reconstruct the Ottoman framework, Austria does not harbour Habsburg traces, and Moscow does not resurrect Romanov politics. Moreover, the three countries are located in very different places in the contemporary global order.

In all the above-mentioned meanings, the sub-empire is seen as an inferior variant of dominant imperialism. It can either abandon or serve that main force, but is defined by its subordinate role. But this view ignores the fact that Russia does not currently participate in the dominant imperial apparatus commanded by the United States. It is emphasised that it acts as a subordinate, minor or complementary power, but without specifying in what sphere this action takes place.

This omission prevents us from noticing the differences with the past. Moscow does not participate as a secondary empire within NATO, but rather clashes with the body that embodies 21st century imperialism.

Russia is also positioned as a sub-empire by authors (Ishchenko; Yurchenko, 2019) who refer to this concept in its initial formulation. This meaning was developed by Latin American Marxist theorists of dependency. But in that tradition, sub-imperialism is not a minor modality of a major prototype.

Marini used the concept in the 1960s to illustrate the status of Brazil and not to clarify the role of Spain, the Netherlands or Belgium. He sought to highlight the former country's contradictory relationship of partnership and subordination to the American dominator.

The Brazilian thinker pointed out that the dictatorship in Brasilia was aligned with Pentagon strategy, but acted with great regional autonomy and conceived of adventures without Washington's support. A similar policy is currently being pursued by Erdogan in Turkey (Katz, 2021).

This dependency-based application of sub-imperialism does not apply today to Russia, which is constantly hostile to the United States. Moscow does not share the ambiguities of the relationship that Brasilia or Pretoria had with Washington several decades ago. Nor does it exhibit the half-measures of today's connection with Ankara. Russia is strategically harassed by the Pentagon, and this absence of elements of partnership with the United States excludes it from the sub-imperial platoon.

THERE WAS NO SOVIET IMPERIALISM

Another 20th century comparison presents Putin as a reconstructor of Soviet imperialism. This Cold War term is more suggested than used in Marxist analyses. In these cases, the external oppression exercised by the USSR is taken for granted. Some authors point out that this system participated in the division of the world through external incursions and annexations of territories (Batou, 2015).

But this view misjudges a trajectory that emerged from the socialist revolution, which introduced a principle of eradicating capitalism, rejecting inter-imperialist war and expropriating the big landowners. This anti-capitalist dynamic was drastically affected by the long night of Stalinism, which introduced ruthless forms of repression and the dismantling of the Bolshevik leadership. This regime consolidated the power of a bureaucracy, which managed with mechanisms opposed to the ideals of socialism.

Stalinism consummated a great Thermidor in a country devastated by the war, with a decimated proletariat, demolished factories and stagnant agriculture. In this scenario, the advance towards an egalitarian society was halted. But this setback did not lead to the restoration of capitalism. The USSR did not see the emergence of a property-owning class based on the accumulation of surplus value and subject to the rules of market competition. A model of compulsive planning prevailed, with rules of surplus and surplus labour management moulded to the privileges of the bureaucracy (Katz, 2004: 59-67).

This lack of a capitalist foundation prevented the emergence of a Soviet imperialism comparable to its Western peers. The new oppressive elite never had the supports provided by capitalism to the ruling classes. It had to manage a hybrid social formation that industrialised the country, standardised its culture and maintained for decades a great tension with the collective imperialism of the West.

The erroneous Soviet imperialism thesis is related to the characterisation of the USSR as a state capitalist regime (Weiniger, 2015), in conflict with the US over the dispossession of the periphery. Such an equating registers the social inequalities and political oppression in the USSR, but omits the absence of ownership of enterprises and the consequent right to exploit wage labour, with the typical rules of accumulation.

Ignorance of these fundamentals feeds the erroneous comparisons of the Putin era with Stalin, Brezhnev or Khrushchev. They fail to register the prolonged interruption of capitalism in Russia. Rather, they assume that some variety of that system persisted in the USSR and therefore emphasise the presence of an uninterrupted imperial sequence.

They forget that the foreign policy of the USSR did not reproduce the usual behaviours of that domination. After abandoning the principles of internationalism, the Kremlin avoided expansionism and only sought to achieve some kind of status quo with the United States.

This diplomacy expressed an oppressive but not imperialist tone. The dominant stratum of the USSR exercised clear supremacy over its partners, through military (Warsaw Pact) and economic (COMECON) devices. It negotiated rules of coexistence with Washington and demanded the subordination of all members of the so-called socialist bloc.

This forced patronage led to shocking ruptures with governments that resisted subjugation (Yugoslavia under Tito and China under Mao). In neither of these two cases did the Kremlin succeed in altering the autonomous course of the regimes that were trying out different paths from big brother.

A more brutal response was adopted by Moscow to the attempted rebellion in Czechoslovakia to implement a model of socialist renewal. In that case, Russia sent tanks and gendarmes to crush the protest.

What happened in Yugoslavia, China and Czechoslovakia confirms that the Moscow bureaucracy was asserting its power demands. But this action was not in keeping with the rules of imperialism, which only came to the fore after thirty years of capitalism. A non-hegemonic empire was beginning to emerge in Russia, which did not continue the ghostly Soviet empire.

ASSESSMENTS OF INTERNAL COLONIALISM

Some authors underline the impact of internal colonialism on Russia's imperial dynamics (Kowalewski, 2014b). They recall that the collapse of the USSR led to the separation of 14 republics, along with the maintenance of 21 other non-Russian conglomerates in Moscow's orbit. These minorities occupy 30 per cent of the territory and are home to one fifth of the population in adverse economic and social conditions. These disadvantages are reflected in the exploitation of natural resources that the Kremlin manages in its favour. The central administration captures, for example, a large part of the oil revenues from Western Siberia and the Far East. The new supranational entities of recent decades have validated this inequality between regions. This is why the relations of the Eurasian Economic Community (2000) and the Customs Union (2007) with partners Belarus, Kazakhstan, Armenia, Georgia, Kyrgyzstan and Tajikistan have been so conflictual.

These asymmetries present, in turn, a double face of a Russian colonising presence in the surrounding areas and emigration from the periphery to the centres to supply the cheap labour demanded in the big cities. This oppressive dynamic is another effect of capitalist restoration. But some authors relativise this process, recalling that the heritage of the USSR is not synonymous with the mere domination of the Russian majority. They stress that the prevailing language operated as a lingua franca, which did not obstruct the flourishing of other cultures. They consider that this diversified localism allowed the gestation of an autonomous body of administrators, which in recent decades divorced itself with great ease from Moscow (Anderson, 2015).

Internal colonisation has also coexisted with a multi-ethnic composition that limited Russia's national identity. Russia emerged more as a multi-ethnic empire than as a nation defined by common citizenship.

It is true that under Stalinism there were clear privileges in favour of Russians. Half of the population suffered the devastating consequences of forced collectivisation and forced relocations. A brutal territorial remodelling took place, with massive punishment of Ukrainians, Tatars, Chechens or Volga Germans, who were displaced to areas far from their homeland. The Russians once again occupied the best places in the administration and the myths of this nationalism were transformed into a patriotic ideal of the USSR. But these advantages were also neutralised by the mixing of émigrés and the assimilation of displaced persons that accompanied the unprecedented post-war growth.

This absorption did not erase the previous atrocities, but it changed their consequences. In the prosperity that prevailed until the 1980s, the coexistence of nations attenuated Great Russian supremacy. The late colonialism that prevailed in South Africa and persists in Palestine did not occur in the USSR. The privileges of ethnic Russians did not imply racism or apartheid.

But whatever the assessment of internal colonialism, it should be pointed out that this dimension is not a determinant of Russia's eventual role as an imperialist power. That status is determined by a state's external action. Internal oppressive dynamics only complement a defined role in the global concert.

The subjugation of national minorities is present in countless medium-sized countries that no one would place in the elite club of empires. In the Middle East, Eastern Europe, Africa and Asia there are numerous examples of the sufferings endured by minorities marginalised from power. The mistreatment of the Kurds does not, for example, make Syria or Iraq imperialist countries. That status is defined in the realm of foreign policy.

COMPLEXITY OF NATIONAL TENSIONS

Approaches that highlight the oppressive gravitation of Russification also ponder the resistance to this domination. On the one hand, they denounce the programmed export of the main ethnic group in order to secure the privileges managed by the Kremlin. On the other hand, they highlight the progressiveness of national movements that confront Moscow's tyranny (Kowalewski, 2014c).

But it is not only Russia's claim to preserve supremacy in areas of influence that is at stake in these conflicts. Also at stake is the US's aim to undermine the territorial integrity of its rival and the interests of local elites vying for a slice of the disputed resources (Stern, 2016). Most of the republics that have broken away from Muscovite tutelage have followed similar sequences of officialisation of the local language to the detriment of Russian speakers. This language revival underpins the practical and symbolic construction of the new nations, in the military, educational and civic spheres.

The West often fosters the fractures that Moscow tries to counteract. This tension deepens the clash between minorities, who often cohabit in close proximity. The population is rarely consulted about its own destiny. The fanatical nationalism fostered by local elites obstructs such a democratic response.

The US fuels all tensions. First it propped up the disintegration of Yugoslavia and erected a large military base in Kosovo to monitor the surrounding radius. Then it encouraged Latvian independence, a short Moldovan war to encourage secession and a failed onslaught by its Georgian president against Moscow (Hutin, 2021).

Native dominant groups (which are conducive to the creation of new states) often revitalise old traditions or build such identities from scratch. In all five Central Asian countries, jihadism has played an important role in such strategies.

The recent case of Kazakhstan is highly illustrative of the current conflicts. An oligarchy of former USSR hierarchs appropriated energy resources there, in order to share profits with Western oil companies. It implemented rampant neoliberalism, suppressed labour rights and forged a new state by repatriating ethnic Kazakhs. In doing so, he empowered the local language and Islamic religion to isolate the Russian-speaking minority. He had succeeded in this operation until the recent crisis, which led to the dispatch of troops and the consequent restoration of Moscow's patronage (Karpatsky, 2022).

Nagorno-Karabakh offers another example of the same exacerbation of nationalism to entrench elite power. In an enclave of Armenian settlers who coexisted for centuries with their neighbours in Azeri territory, two dominant groups have disputed ownership of the same territory. The Armenians won military victories (in 1991 and 1994), which were recently reversed by Azeri triumphs. To secure its custody of the area (and deter the growing presence of the US, France and Turkey), Russia sponsors concerted exits from the conflict (Jofré Leal, 2020).

Attributing the enormous diversity of national tensions to Russia's dominant action alone is as one-sided as assigning an invariably progressive profile to the protagonists of these clashes. In many cases there are legitimate grievances, regressively instrumentalised by local elites in tune with the Pentagon. The simplified impugning of Russian imperialism fails to register these circumstances and complexities.

AN UNRESOLVED STATUS

Many theorists of empire in reconstitution lose sight of the fact that Russia currently lacks the level of political cohesion required for such a reshaping. The collapse of the USSR did not generate a unified programme of the new oligarchy or state-run bureaucracy. The trauma of the implosion left a great sequence of disputes.

The imperialist project is effectively promoted by right-wing sectors, which promote external adventures to profit from the profitable war business. This faction revives the old beliefs of Great Russian nationalism and replaces traditional anti-Semitism with Islamophobic campaigns. It joins the European right wing in the brown wave, delivers demagogic diatribes against Brussels and Washington and focuses its darts on immigrants.

But this segment, imbued with imperial yearnings, clashes with the internationalised liberal elite, which favours a fanatical integration with the West. This group espouses Anglo-American values and aspires to a place for the country in the transatlantic alliance.

The millionaires in the latter camp shelter their money in tax havens, manage their accounts from London, educate their children at Harvard and accumulate property in Switzerland. The experience under Yeltsin illustrates how devastating are the consequences of any state management by such characters, who are ashamed of their own national status (Kagarlitsky, 2015).

Navalny is the main exponent of this minority deified by the US media. He challenges Putin with the blatant backing of the State Department, but faces the same adversities as his predecessors. Biden's external backing and the domestic support of a sector of the new middle class does not erase the memory of Yeltsin's demolition.

The dispute between this liberal sector, dazzled by the West, and its nationalist rivals is played out in a wide field of economics, culture and history. The great figures of the past have re-emerged as banners of both groups. Ivan the Terrible, Peter the Great and Alexander II are evaluated by their contribution to Russia's convergence with European civilisation or by their contribution to the national spirit. The liberal elite that despises its country clashes with the counter-elite that yearns for tsarism. Both currents face serious limits in consolidating their strategy.

The liberals were discredited by the chaos introduced by Yeltsin. Putin's prolonged rule is based on the contrast with this demolition. His leadership includes some recomposition of nationalist traditions amalgamated with the resurgence of the Orthodox Church. This institution regained property and opulence with official support for ceremonies and worship.

None of these pillars has so far provided the sustenance required to underpin more aggressive external actions. The invasion of Ukraine is the great test of these foundations. The country's multi-ethnic make-up and the absence of a conventional nation-state conspire against such adventures.

Putin himself often declares his admiration for the old 'greatness of Russia', but until the Kiev incursion he managed foreign policy cautiously, combining acts of force with sustained negotiations. He sought the country's recognition as an international player, without endorsing the imperial reconstruction favoured by the nationalists. The continuity of this balance is at stake in the battle for Ukraine.

Those who consider the reconstitution of a Russian empire to be a fait accompli pay little attention to the fragile pillars of this structure of domination. They lose sight of the fact that Putin does not inherit six centuries of feudalism, but three decades of convulsive capitalism.

The limited scale of Russia's potential dominant course is more aptly registered by authors who explore different denominations (developing imperialism, peripheral imperialism) to allude to an embryonic status.

The search for a singular concept differentiated from dominant imperialism is the purpose of our enquiry. The category of non-hegemonic empire in formation proposes an approximation to such a definition. But the clarification of the subject requires the continuation of a review of other approaches, which we will evaluate in our next text.

30-4-2022

SUMMARY

Many differences separate the current scenario from the tsarist antecedent. Russia's confluence with Western powers has been replaced by serious clashes. This confrontation determines expansive tendencies of a different kind. Comparisons with the USSR omit the absence of capitalism under that system. There were mechanisms of external oppression, but no Soviet imperialism.

Russia's secondary place in the imperialist hierarchy is not synonymous with sub-imperialism. Nor does an ambiguous relationship with the world's dominators prevail. Internal colonialism has re-emerged, but it does not define the imperial condition, nor does it determine the sign of national movements in the post-Soviet space.

REFERENCES

- Anderson, Perry (2015). Immeasurable Russia, New Left Review 94, September-October 2015.
- Batou, Jean (2015). Impérialismes d'hier et d'aujourd'hui: Poutine, la guerre en Ukraine et l'extrême droite, 14-4-2015. <https://www.pressegauche.org/Imperialismes-d-hier-et-d-aujourd-hui-Poutine-la-guerre-en-Ukraine-et-l-extreme>
- Hutin, Ignacio (2021). What became of each of the 15 Soviet republics 30 years after the end of the USSR, <https://www.infobae.com/america/mundo/2021/12/12/que-fue-de-cada-una-de-las-15-republicas-sovieticas-a-30-anos-del-fin-de-la-urss/> 12 December 2021.
- Ishchenko, Volodymyr; Yurchenko, Yuliya (2019). Ukrainian Capitalism and Inter-Imperialist Rivalry, Technical University Dresden, Dresden, Germany University of Greenwich, London, UK
- Jofré Leal, Pablo (2020). War in the South Caucasus
<https://www.resumenlatinoamericano.org/2020/10/02/guerra-en-el-caucaso-azerbaiyan-y-armenia/>
- Kagarlitsky, Boris (2015). On Ukraine interviewed by Antoine Dolcerocca & Gokhan Terzioglu <http://democracyandclasstruggle.blogspot.com/2015/05/boris-kagarlitsky-on-ukraine.html> May 24, 2015.
- Kagarlitsky, Boris (2017). Empire of the Periphery: Russia and the World System, Pluto Press.
- Kagarlitsky, Boris (2022). Behind the Russian disaster in Ukraine. Interview, 16/04/
<https://sinpermiso.info/textos/detras-del-desastre-ruso-en-ucrania-entrevista>
- Karpatsky, Kolya (2022) The Unrest in Kazakhstan, 23-1-2022
<https://www.sinpermiso.info/autores/kolya-karpatsky>

- Katz, Claudio (2004). El porvenir del socialismo, Herramienta e Imago Mundi, Buenos Aires, 2004.
- Katz Claudio (2021). O subimperialismo no Oriente Medio, Reorient, vol 1, n 2, 2021 Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- Kowalewski, Zbigniew Marcin (2014a). Impérialisme russe, Inprecor n 609-610, October-December 2014, Paris.
- Kowalewski, Zbigniew (2014b). Three historical forms of Russian imperialism 10-12- 2014| <https://vientosur.info/tres-formas-historicas-del-imperialismo-ruso/>
- Kowalewski, Zbigniew (2014c) Ukraine, The spring of the peoples has come and to Europe, 13 mars 2014 cadtm.org
- Lipatti, Ava (2017). Russophobia and the logic of imperialism, June 8, 2017. <https://www.hamptonthink.org/read/russophobia-and-the-logic-of-imperialism>
- Presumey Vincent, (2015). Les impérialismes au miroir de la crise ukrainienne, Inprecor n 611, janiver 2015, Paris.
- Pröbsting, Michael (2012). Russia and China as Great Imperialist Powers, 15-1-2012. <https://agrupaciondeluchasocialistablog.wordpress.com/2019/01/15/rusia-y-china-como-grandes-potencias-imperialistas/>
- Project, Louis (2014). Is Russia imperialist: a reply to Roger Annis and Sam Williams, <http://louisproject.org/2014/06/22/is-russia-imperialist-a-reply-to-roger-annis-and-sam-williams/>, 22 June 2014.
- Proyect, Louis (2019). Anti-Imperialism in the Age of Great Power Rivalry, april 22, 2019 <https://louisproject.org/2019/04/22/anti-imperialism-in-the-age-of-great-power-rivalry/>
- Rocca, Saul (2020). The capitalist crisis and the debate on China's role. 5-8-2020, izquierdasocialista.org.ar/2020/index.php/blog/elsocialista/item/17896-la-crisis-capitalista-y-el-debate-sobre-el-rol-de-china
- Stern, Johanes (2016) L'"impérialisme" de la Russie et de la Chine, 30 avril 2016 <https://www.wsws.org/fr/articles/2016/04/ruch-a30.html>
- Testa, Claudio (2020). Un sistema mundial de Estados "multipolar" con tendencias crecientes a la inestabilidad, 25 ene 2020 //izquierdaweb.com/geopolitica-mundial-en-tiempos-de-trump-un-sistema-mundial-de-estados-multipolar/
- Vernyk, Oleg (2022). Russian workers are our brothers in the anti-capitalist struggle, 10-2-2022, <https://mst.org.ar/2022/02/10/desde-ucrania-oleg-vernyk-los-trabajadores-rusos-son-nuestros-hermanos-en-la-lucha-anticapitalista>
- Wallerstein Immanuel, (1979). The modern world system, volume I, Siglo XXI, Mexico, 1979.
- Wallerstein, Immanuel; Derlugian, Georgi (2014). From Ivan the Terrible to Vladimir Putin: Russia in the perspective of the world-system, New Society, n 253, 9-10-2014, <https://nuso.org/articulo/de-ivan-el-terrible-a-vladimir-putin-rusia-en-la-perspectiva-del-sistema-mundo/>
- Weiniger, Patrick (2015). Understanding imperialism: a reply to Sam King, Marxist Left Review n 9, 2015, Marxist Left Review | Understanding imperialism: a reply to Sam King.
- Williams, Sam (2014). Is Russia Imperialist? jun. 2014 <https://critiqueofcrisistheory.wordpress.com/is-russia-imperialist/>

BIBLIOGRAPHY

- Buster, Gustavo (2022). The Imperialist War in Ukraine and the Struggle for Peace, 27-2-2022 <https://sinpermiso.info/textos/la-guerra-imperialista-en-ucrania-y-la-lucha-por-la-paz>

Carccione, Carlos La vocación imperialista del capitalismo chino <https://lis-isl.org/2020/05/15/>

Vasco, Pablo. Some debates <https://mst.org.ar/2022/02/10/desde-ucrania-oleg-vernyk-los-trabajadores-rusos-son-nuestros-hermanos-en-la-lucha-anticapitalista/>

King. Sam. Lenin's theory of imperialism: a defence of its relevance in the 21st century, Marxist Left Review n 8, 2014, Marxist Left Review | Lenin's theory of imperialism

Nováez Guerrero, José Ernesto A 30 años del derrumbe soviético. Balances and reflections <https://medium.com/la-tiza/a-30-a%C3%B1os-del-derrumbe-sovi%C3%A9tico-balances-y-reflexiones-4f3aca491b58>

Escobar, Pepe La estepa en llamas: revolución de colores de Kazajistán 08/01/2022, <https://www.pressenza.com/es/2022/01/la-estepa-en-llamas-revolucion-de-colores-de-kazajistan/>

Matveev, Ilya. Les bellicistes, Inprecor 607-608, août-septembre 2014

García, Sergio (2022). On Putin and Russian imperialism. Some debates <http://as.mst.org.ar/2022/03/09/sobre-putin-y-el-imperialismo-ruso-algunos-debates/>

Asiner, Julian (2022). El cambalache, 17-3-2022 <https://politicaobrera.com/6637-el-cambalache-del-pts-ante-la-guerra-de-la-otan-y-putin>

Ellner, Steve (2022). The left's polemic on Ukraine, 23/03/2022 <https://rebelion.org/la-polemica-en-la-izquierda-sobre-ucrania/>